



**CONFLITS ARMES ET REPONSES HUMANITAIRES A L'EST DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.
CAS SPECIFIQUES DE LA VILLE DE GOMA, PROVINCE DU NORD-KIVU
DE 1994 A 2015**

**MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU
MASTER 2 EN MANAGEMENT DES ENTREPRISES ET DES ORGANISATIONS
OPTION : Management des crises et Actions Humanitaires**

Présenté et soutenu publiquement le [Date] par :

KANANI MUHINYUZA JOHN

Travaux dirigés par : Prénom NOM

ESISO ASIA AMANI Professeur Ordinaire

AHADI SENGE Professeur Associé

CHIMERHE MUNGUAKONKWA Master Chercheur

Jury d'évaluation du stage :

Président : Prénom NOM

Membres et correcteurs : Prénom NOM

Prénom NOM

Prénom NOM

Promotion [2013/2015]

CITATIONS

« La République Démocratique du Congo reste de loin le conflit le plus meurtrier au monde. Année par année, le conflit se poursuit mais la communauté internationale rate les occasions d'y répondre efficacement. La réponse de la communauté internationale à la crise humanitaire en RDC a été insuffisante au regard des immenses besoins, soit 3,23 USD par personne. En six ans, la RDC a perdu une part de sa population équivalente à celle de l'Irlande ou à celle de la ville de Los Angeles. Combien de congolais innocents doivent mourir pour que le monde y prête enfin attention. Quand le monde cessera-t-il de détourner le regard ? » Dr Richard Brennan d'IRC, l'un des auteurs de l'enquête sur les causes de mortalité dans la région Est de la RDCongo, Décembre 2004, p.1 et 2

« Quelle que soit la durée de la nuit, le soleil apparaît toujours ». Proverbe Touaregs

REMERCIEMENTS

Ce mémoire de maitrise n'aurait jamais pu avoir lieu sans le précieux appui de plusieurs personnes et organisations. Qu'elles trouvent à travers de ce mémoire l'expression de ma profonde gratitude. Je tiens sincèrement, de prime abord, à remercier toute l'équipe de la coordination de 2iE et, particulièrement Mme Sylvie OUEDRAOGO et Mr Anthyme ZOMA, respectivement coordinatrice et coordinateur assistant pour cette formation académique et pour ce programme de *Master 2 en management de crise et action Humanitaire*, eux qui m'ont permis de confronter mon expérience de terrain de plus de 15ans avec des enseignants et collègues étudiants de tous les coins d'Afrique et du monde. Ces enseignements ont largement dépassé la seule sphère académique.

Mes remerciements sincères à l'équipe de direction composée du Professeur Ordinaire Frédéric ESISO ASIA AMANI de l'Université de Kisangani, du Professeur Associé Phidias AHADI SENGE de l'université de Goma et du chercheur Deogratias CHIMERHE, Chef de travaux à L'université de Goma, Secrétaire Académique de l'Institut Supérieur de Management des Grands-Lacs et Jean-Marie KATIKATI, chercheur indépendant, pour leur encadrement scientifique dans le cadre de mes recherches et leurs appuis indéniables et orientations reçues dans la réalisation de ce travail.

Evidemment, la réalisation de ce mémoire n'aurait jamais été possible sans l'appui de mes proches, la cellule indéfectible. Je pense particulièrement à ma femme Sylvie BAHATI et à nos sept enfants pour m'avoir encouragé depuis plus de deux ans à accomplir ce travail que j'ai longtemps rêvé.

A ma mère Honorine M'BALIKE et mon feu père KANANI MPOTOLE, vous qui, par votre support inconditionnel et éducation, m'avez donné dès ma naissance des conditions nécessaires à la réalisation de ce mémoire de maitrise.

Merci à vous Vincent KOTCH et José BARAHONA, Directeurs de Oxfam en RDC, Bien que n'étant pas mes responsables hiérarchiques directs lors de ma mission dans le programme Humanitaire de la RDC, vous vous êtes rendus disponibles pour des discussions et orientations stratégiques en rapport avec ce mémoire. A mon ami Rejean COTE, qui ne cessait de me pousser à documenter mon expérience de terrain chaque fois qu'on se rencontrait. Je pense que c'est chose faite à travers ce mémoire.

RESUME

La population de l'Est de la RDC a été confrontée à des conflits armés prolongés pendant des décennies. Malgré l'ampleur de la réponse humanitaire, la région reste en situation de crise chronique : des déplacements prolongés des populations depuis 1997, des tensions intercommunautaires élevées, la majorité de la population continue à vivre en dessous du seuil de pauvreté et ceci compromet leur capacité à faire face à des chocs à répétition.

Cette étude consacrée aux conflits armés et réponses humanitaires à l'est de la RDC cas spécifique de la ville de Goma a pour but d'évaluer le niveau dans lequel les réponses humanitaires apportées par les acteurs humanitaires dans les crises vécues à Goma et ses environs entre 1994 et 2015 sont appropriées, pertinentes, efficaces et durables. Elle vise à montrer les domaines dans lesquelles une adéquation entre les réponses humanitaires et les conflits et crises a été établie et respectée et enfin, veut relever les principaux mécanismes de coordination mis en œuvre pour une prise en charge synergique et intégrative des réponses humanitaires en vue d'une paix et un développement durable des milieux assistés.

Les résultats obtenus ont montré qu'il existe une adéquation entre les crises humanitaires et les réponses humanitaires. Les standards internationaux en rapport avec les réponses humanitaires sont respectés à 63,76%, mais l'arrivée tardive des interventions face aux crises humanitaires représente 62,88%. Les déficits de coordination restent à déplorer face aux multiples contraintes liées aux bousculades dans les zones d'interventions (64,63%), aux disputes pour les cibles (63,32%), aux divergences d'approches (59,83%), aux confusions créées au sein des communautés (56,77%) ainsi que le gaspillage des ressources (50,66%). Les mécanismes de coordination restent peu connus et peu exploités. L'évaluation faite de la pertinence, l'efficacité et la durabilité dénote une limitation aux zones moyennes. Mais le score moyen global calculé pour les trois dimensions donne une performance globale de 59% versus une contreperformance de 41%. La durabilité des programmes dans le sens des amortissements des chocs et les voies de sorties doivent être renforcées.

Mots clés :

1. Conflits armés
2. Crises humanitaires
3. Critères de vulnérabilité,
4. Déplacés internes
5. Durabilité, efficacité, pertinence et Redevabilité

ABSTRACT

The population of Eastern DRC has been facing protracted conflicts for decades. Despite the large scale of humanitarian response, the province remains in situation of chronic crisis. Prolonged displacements due to fights between different armed groups since 1997 are usual. Inter-community tensions remain high as a result of which, most of the population sits below the poverty line, and the capacity of affected populations to cope with repeated shocks is eroding.

The study is focused on the assessment of the humanitarian response implemented by the humanitarians actors in response to the humanitarian crisis occurred in Goma and surrounding areas between 1994 and 2015. It's analysing the humanitarian response process for its appropriateness, pertinence, efficiency and sustainability.

It aims to show the areas where the adequacy between humanitarian responses, conflicts and crisis has been established and respected and finally to highlight the coordination mechanisms developed for a synergistic and integrative humanitarian response which may lead to peace and development of the assisted areas.

The results showed that there is an adequacy between humanitarian crises and humanitarian responses; international standards are respected at 63, 76%, but the late response is a dominant at 62.88%. The deficit in Coordination is deplored face to multiple constraints related to the jostling in the intervention zones 64.63%, in the disputes for the targets (63.32%),to different approaches (59.83%) and confusion created within communities (56,77%) as well as the waste of resources (50.66%). The Coordination mechanism remains unclear and not well explored. The assessment of the sustainability, efficiency and pertinence denotes a limitation to some areas. But the average score for the three dimensions gives an overall good performance of 59% versus to the poor performance of 41%. Therefore, the sustainability of the programs to cope with the shocks and exit strategy should be strengthened.

Keys Word:

1. Armed conflicts,
2. Criteria of vulnerability
3. Humanitarian Crises,
4. Internally displaced persons,
5. Sustainability, Efficiency, Pertinence, Accountability

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES ET ACRONYMES

| | |
|--------|--|
| ACF | : Action Contre la Faim |
| ADF | : Allied Democratic Forces |
| AFP | : Agence Française de Développement |
| AMI | : Aide Médicale Internationale |
| APCLS | : Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain |
| CARE | : Care International |
| CCCM | : Camps Coordination and Camp Management |
| CICR | : Comité International de Croix Rouge |
| CIDA | : Canadian International Development Agency |
| CNDP | : Congrès National pour la Démocratie et le Progrès |
| CNR | : Comité National de Réfugiés |
| DANIDA | : Danish International Development Agency |
| DFID | : UK Department for international Development |
| DIH | : Droit International Humanitaire |
| DRC | : Danish Refugee Council |
| ECHO | : Service d'aide humanitaire et de protection civile de la commission européenne |
| ED | : Education |
| EHA | : Eau Hygiène et Assainissement |
| FARDC | : Forces Armées de la République Démocratique du Congo |
| FDLR | : Force Démocratique de Libération du Rwanda |
| Fig | : Figure |
| FRPI | : Front for Patriotic Resistance in Ituri |
| HAP | : Humanitarian, Accountability and |
| HCR | : Haut-commissariat pour les Réfugiés |
| HRW | : Human Rights Watch |
| IRC | : International Rescue Committee |
| IRRI | : International Refugee Right Initiatives |
| M23 | : Mouvement du 23 mars |
| MLC | : Mouvement pour la Libération du Congo |

| | |
|---------|--|
| MONUSCO | : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo |
| MR Wash | : Mister Water- Sanitation and Hygiene promotion |
| MSA | : Multi Sectoral Analysis |
| MSF | : Médecin Sans Frontière |
| NALU | : National Army for the Liberation of Uganda |
| NFI | : Non Food Items |
| OCHA | : Office de Coordination des Affaires Humanitaires |
| OIM | : Organisation Internationale de Migration |
| ONG | : Organisation Non Gouvernementale |
| OSC | : Organisation de la Société Civile |
| PAM | : Programme Alimentaire Mondial |
| PNUD | : Programme des Nations Unies pour le Développement |
| RCD | : Rassemblement Congolais pour la Démocratie |
| RDC | : République Démocratique du Congo |
| RRMP | : Réponse Rapide aux Mouvements de Population |
| SIDA | : Syndromes d'Immuno Déficience Acquise |
| SSRC | : Social Science Research Council |
| UNICEF | : Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| USAID | : United States Agency for International Development |
| USD | : United States Dollars |
| VIH | : Virus de l'Immunodéficience Humaine |

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 4.1. Répartition des enquêtés selon les tranches d'âge par sexe
- Tableau 4.2. Adéquation entre réponses humanitaires face aux crises et conflits
- Tableau 4.3. Les domaines ayant reçu une réponse appropriée selon les enquêtés
- Tableau 4.4. Position des enquêtés sur l'arrivée ou non des interventions à temps
- Tableau 4.5. Raisons pouvant justifier le retard dans les interventions humanitaires
- Tableau 4.6. Position sur le respect des standards internationaux lors des interventions
- Tableau 4.7. Domaines où les standards n'ont pas été respectés
- Tableau 4.8. Acteurs au courant des mécanismes de coordination des actions humanitaires
- Tableau 4.9. Contraintes ou obstacles vécus au cours de sa carrière professionnelle
- Tableau 4.10. Voies de résolution des problèmes de coordination sur terrain
- Tableau 4.11. Adaptation et couverture des besoins des populations cibles
- Tableau 4.12. Evaluation de l'efficacité
- Tableau 4.13. Evaluation de la durabilité
- Tableau 4.14 Pertinence, efficacité et durabilité
- Tableau 4.15. Performance et contre-performance des trois dimensions retenues
- Tableau 4.16. Score moyen des trois dimensions retenues

LISTES DES FIGURES

Figure 1. Le cycle de conflit selon SWANSTROM NIKLAS et WEISSMAN

Figure 2. Répartition des enquêtés selon le sexe

Figure 3. Fonction occupée actuellement dans le monde humanitaire

Figure 4. Enquêtés par catégories d'organisations d'appartenance

Figure 5. Enquêtés selon les domaines d'intervention dans le monde humanitaire

Figure 6. Appréciation globale des trois dimensions en pourcentage

Figure 7. Score moyen de performance et de contreperformance pour la pertinence, l'efficacité et la durabilité des réponses humanitaires

CONTENU DE L'ETUDE

| | |
|--|-------------|
| CITATIONS..... | i |
| REMERCIEMENTS | ii |
| RESUME..... | iii |
| LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES ET ACRONYMES | v |
| LISTE DES TABLEAUX | vii |
| LISTES DES FIGURES | viii |
| CONTENU DE L'ETUDE..... | ix |
| 1. INTRODUCTION..... | 1 |
| 1.1. ETAT DE LA QUESTION..... | 1 |
| 1.2. PROBLEMATIQUE | 5 |
| 2. HYPOTHESES ET OBJECTIFS D'ETUDE | 10 |
| 2.1. HYPOTHESES | 10 |
| 2.2. OBJECTIFS | 10 |
| 2.3. DELIMITAION SPACIO-TEMPORELLE DE L'ETUDE..... | 11 |
| 2.4. SUBDIVISION DU TRAVAIL | 11 |
| 3. CONFLITS ARMES ET PRISE EN CHARGE DES CRISES HUMANITAIRES..... | 12 |
| 3.1. CONFLITS ARMES ET CRISES HUMANITAIRES | 12 |
| 3.1.1. Typologie des conflits. | 13 |
| 3.1.2. Fonctions des conflits sociaux. | 15 |
| 3.1.3. Le Cycle de Conflit et de la violence..... | 16 |
| 3.2. SITUATION DE VULNERABILITE..... | 18 |
| 3.2.1. Causes de vulnérabilité..... | 18 |
| 3.2.2. Situation des réfugiés et des déplacés..... | 20 |
| 3.2.3. Des épidémies humaines, épizooties, et phytopathologies | 21 |
| 3.2.4. Un contexte général de pauvreté et de précarité dans l'ensemble du pays | 21 |
| 3.2.5. Des catastrophes naturelles..... | 22 |
| 3.2.6. Analyse de la vulnérabilité par les acteurs humanitaires | 22 |
| 3.3. ALERTES, CRISES HUMANITAIRES ET ACTIONS HUMANITAIRES | 23 |
| 3.3.1. Alertes | 23 |
| 3.3.2. Crises Humanitaires..... | 24 |
| 3.3.3. Actions Humanitaires | 24 |
| 3.4. ELEMENTS DE BASE DES INTERVENTIONS HUMANITAIRES | 27 |
| 3.4.1. Capitalisation de l'expérience du passé et la gestion de crise après 1997 | 27 |
| 3.4.2. Priorisation des zones d'évaluation | 27 |

| | |
|--|-----------|
| 3.4.3. Principales limites à ces critères et suggestions..... | 29 |
| 3.4.4. Priorisation des zones d'intervention..... | 30 |
| 3.4.5. Besoins des communautés affectées par une crise humanitaire..... | 31 |
| 3.4.6. Déroulement de la crise et gestion efficace des priorités..... | 32 |
| 4. ENQUETES ET RESULTATS..... | 35 |
| 4.1. MATERIELS ET METHODES..... | 35 |
| 4.1.1. Population d'enquête et échantillonnage..... | 35 |
| 4.1.2. Instrument de récolte des données..... | 36 |
| 4.1.3. Méthode proprement dite..... | 37 |
| 4.2. RESULTATS PROPUREMENT DITS..... | 37 |
| 4.2.1. Résultats relatifs aux variables personnelles et professionnelles..... | 37 |
| 4.2.2. Adéquation entre les réponses humanitaires et les conflits à l'Est..... | 42 |
| 4.2.3. Interférences et synergie entre acteurs humanitaires : mise en œuvre..... | 48 |
| 4.2.4. Pertinence, efficacité et durabilité des réponses humanitaires..... | 52 |
| 4.3. DISCUSSION DES RESULTATS..... | 55 |
| 4.3.1. L'adéquation entre les réponses humanitaires, les conflits et les crises..... | 55 |
| 4.3.2. De l'interférence et des synergies entre les acteurs des organisations..... | 56 |
| 4.3.3. Evaluation du niveau de pertinence, efficacité et durabilité..... | 57 |
| 5. CONCLUSION..... | 59 |
| 6. BIBLIOGRAPHIE..... | 62 |
| 7. annexes..... | 66 |

1. INTRODUCTION

1.1. ETAT DE LA QUESTION

Notre étude est focalisée sur les conflits armés et les réponses Humanitaires dans la partie Est de la République Démocratique du Congo (RDC). Il existe une abondante littérature sur les conflits armés en RDC et plus particulièrement au Nord-Kivu. La majeure partie de ces recherches s'orientent sur les guerres, les acteurs sociopolitiques, internes et externes de ces conflits et leurs conséquences néfastes sur l'équilibre et la stabilité régionale.¹Ces ouvrages soutiennent différentes thèses relatives aux conflits comme résultante d'une dynamique soit interne soit externe, soit un déficit de gouvernance de l'Etat, soit une menace extérieure visant la restructuration géopolitique de la région. Ils insistent aussi sur les différentes attaques et leurs nombreuses conséquences socioéconomiques induites (REYNTJENS F., 1999 ; BRENNAN R., 2004 ; BRAECKMAN C., 2009 ; BIYOYA M. K., 2009 ; NZEREKA M., 2011).

D'autres recherches comme celles des organisations internationales, IRRI et SSRC, Human Rights Watch², et le rapport MAPPING³sur la RDC mettent l'accent sur les graves violations commises par les acteurs des différents groupes lors des combats, les violences les plus graves, les violences spécifiques et les violences liées à l'exploitation des ressources naturelles.

L'ambition de cette étude n'est pas de revenir sur les tenants et les aboutissants de ces conflits qui ont ravagé la RDC et surtout sa partie Est. Il est question dans cette réflexion d'établir

¹ BIYOYA MAKUTU KAHANDJA Ph., *La géopolitique de l'instabilité dans la région de grands lacs. Réflexion sur les réfugiés, ces acteurs auteurs des mutations géostratégiques*, L'Harmattan RDC, Collection comptes rendus, Paris, 2009. BRAECKMAN C., *Les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique Centrale*, ADEN, Bruxelles, 2009. KOEN VLAVLASSENROOT, « Violence et constitution des milices dans l'est du Congo », in *Afrique de grands Lacs, Annuaire 2001-2002*, L'Harmattan, Paris, 2002. SCOTT STEWARD A., *Laurent NKUNDA et la rébellion du Kivu, au cœur de la guerre Congolaise*, Kashala, Paris, 2003. NZEREKA MUGHENDI N., *Guerres récurrentes en République Démocratique du Congo : entre fatalité et responsabilité*, L'Harmattan, Paris, 2010. NZEREKA MUGHENDI N., *Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre*, Peter Lang, Bruxelles, 2011.

² IRRI (International Refugee Rights Initiative) et SSRC (Social Science Research Council), dr LUCY HOVIL et Al. « Qui est originaire du Congo? Le conflit, les déplacements, les terres et l'identité au Nord-Kivu, en RDC » in *la citoyenneté et la migration forcée dans la région des grands lacs* Document de travail N0 3, mars, 2010. HUMAN RIGHTS WATCH, *RDC, Nouvelle crise au Nord-Kivu*, volume 19, n0.17(a), octobre 2007. pp 28-54

³ RDC , *Rapport du projet MAPPING concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et Juin 2003sur le territoire de la RDC* 2010 (inventaire des violations les plus graves pp. 51-288, violences spécifiques pp. 291-372 femmes et enfants et celles liées à l'exploitation des ressources naturelles).

une relation entre les crises et les conséquences de ces conflits et les réponses humanitaires apportées. Il est également question de procéder à une évaluation de ces réponses concernant les trois dimensions de différents programmes et projets humanitaires. Il s'agit de : la pertinence, l'efficacité et la durabilité. Les ouvrages précédents n'ont pas eu cela comme ambition et c'est cela qui fait l'une des particularités de cette étude.

Depuis les années 1993-1994 à nos jours, un foisonnement d'ouvrages se retrouvent côte à côte avec une littérature « grise » principalement constitués des rapports d'enquêtes, des bulletins journaliers ou hebdomadaires et des données de terrain produits par les agences onusiennes, les ONG internationales, les Organisations congolaises de la Société Civile (OSC) et chacun selon son positionnement stratégique.⁴

D'autres études spécifiques proviennent des chercheurs indépendants⁵, des travaux de fin de cycle des étudiants⁶, des religieux⁷ à la recherche d'une réconciliation ainsi que d'autres leaders sociaux prônant la cohésion sociale. Sans oublier certains leaders politiques. Leurs études tendent de voir dans quelles mesures établir des vérités pour amener les populations à cohabiter pacifiquement et mettre fin à leurs divergences des vues et d'intérêts. Cette tâche est souvent difficile et périlleuse lorsque les enjeux débordent les sphères des populations et que les conflits sont l'émanation des puissances internationales et régionales comme c'est le cas pour les guerres du Kivu.

Loin de cette réflexion de rechercher les solutions à ces crises ; encore moins d'en faire une radioscopie ou en proposer une thérapie appropriée. Il est question de voir les orientations des réponses humanitaires lorsque les crises ont provoqué les catastrophes humanitaires et amené

⁴ MSF, Samantha BOLTHON, *Carnet de Samantha*, 7 Juillet 1994. p. 26. ; Christophe BARONI, *Pour comprendre la tragédie du Rwanda*, Mai 1995, Nyon, Suisse ; CH.

HEMEDI BAYOLO, *L'église profanée: chronique des violations des droits de l'homme du clergé pendant la guerre d'agression 1998- 2000*, Ed. Concordia, Kinshasa, 2002, pp.29-31 ; HRW, *Ituri couvert de sang, violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la RDC*, rapport publié, juillet 2003, p.1 ; Child Right International net work, conflits armes : Lumière sur la RDC, rapport publié en juillet 2011 ;

Watchlist on children and armed conflict, *impact des conflits armés sur les enfants en RDC*, juin 2003 ; Roland POURTIER, *L'Afrique Centrale dans la tourmente : les enjeux de la guerre et de la paix au congo et alentour* article publié le 04 décembre 2003 ; Pierre JACQUENOT, Ambassadeur de France en RDC, *Les dynamiques de l'instabilité dans l'est de la RDC*, déc-10 ; IRC, *communiqué de presse; quand le monde cessera-t-il de détourner le regard?* 9 décembre 2004 ; World vision, Mercy Corps, search for common ground, *The Humanitarian response to chronic crisis in North-Kivu*, Goma, DRC. October 2014 ; OCHA, *RDC, Plan de réponse Humanitaire 2015*.

⁵ K.-D. MULUMBA, *Essai d'histoire des peuples du Nord-Kivu et les motivations communautaires de construction de la paix (du XVIIe siècle à 2007)*, Mémoire de licence à Rutshuru, (inédit), 2008

⁶ D. MASUMBUKO NG., & J.M. KATIKATI, *Essai de synthèse des situations conflictuelles et des initiatives de paix au Nord-kivu*, Goma (inédit), 2002

⁷ P. KANAYAMACUMBI, *les populations du Kivu et la loi sur la nationalité*, Goma, 1973

les acteurs humanitaires à intervenir pour soulager les souffrances des populations déplacées et réfugiées.

Il existe également une multitude d'étude sectorielle sur la situation humanitaire à l'Est de la RDC et au Nord-Kivu en particulier.⁸ Dans chacune de ces études sur ces conflits et sur les réponses humanitaires, il persiste une sorte de repli sur soi dans lequel les personnes ou les organisations, acteurs humanitaires cherchent chacun à se prévaloir.

D'une façon générale et peut-être un peu caricatural, on peut distinguer deux grandes lignes d'ONG humanitaires internationales, en rapport avec les principes humanitaires. D'une part celles qui se limitent aux principes humanitaires au sens strict qui sont dénommées les « fondamentalistes » (par exemple MSF) et d'autre part, celles qui intègrent les dimensions de lutte contre la pauvreté et qui interagissent régulièrement avec les gouvernements (par exemple OXFAM) que l'on dénomme « new humanitarianism ». En fonction des contextes et des enjeux, ces divers grands réseaux internationaux d'ONG humanitaires professionnelles pourront avoir des modalités divergentes en termes d'intervention sur le terrain et ainsi constituer une diversité d'approches et de réponses aux besoins des populations vulnérables⁹.

Outre le contexte qui engendre des diversités d'approches et de réponses aux besoins il arrive que la coordination aussi puisse constituer un problème comme cela ressort de la réflexion d'A. BINDEV, V. DE GEOFFRAY et B. SOKPOH :

Dans ce contexte, la coordination humanitaire s'avère un défi : les besoins sont énormes et le paysage politique est complexe. Les infrastructures et la communication en RDC sont limitées, ce qui complique le partage d'informations et la coordination entre les niveaux national, provincial et de district. En outre, les nombreux acteurs humanitaires ont des mandats, des compétences et des enjeux différents en matière d'action humanitaire en RDC.¹⁰

Et celle de J-CH. DUPIN & A. MARTEL,

⁸ J-CH. DUPIN & A. MARTEL, *Principaux défis et limites de la coordination humanitaire en RDC et HAÏTI: le rôle de OCHA* décembre, 2011 et OXFAM, SAVE THE CHILDREN, CHRISTIAN AID, *no end in the sigh: the human tragedy of the conflict in the democratic Republic of Congo*, août 2001. B. KOUCHNER *Rapport: analyses et propositions sur l'action humanitaire dans les situations de crise et post-crise*, Mars 2010 ; A. BINDEV, V. DE GEOFFRAY, B. SOKPOH, *l'ASC Evaluation de l'approche cluster phase 2, Etude pays: RDC*, Avril 2010.

⁹ B. KOUCHNER, *Op. cit.* p.45.

¹⁰ A. BINDEV, V. DE GEOFFRAY, B. SOKPOH, *Op. cit.* p. 25.

La présence d'OCHA au début des années 2000 n'arrivait toute fois pas à imposer une autorité ou un système permettant de coordonner les acteurs lors de crises humanitaires. Un contexte qui amène certains auteurs à qualifier d'anarchiques les réponses aux crises humanitaires suite à l'absence d'autorité institutionnelle apte à jouer ce rôle (Minear,2002:24). Cette absence d'autorité pour coordonner a créé selon Stephenson un « dilemme de la coordination » entre les agences et ONG humanitaires. L'auteur explique que les acteurs humanitaires sont jaloux non seulement de leur indépendance, mais aussi des informations qu'ils détiennent; ceci se traduit par différents phénomènes, notamment la compétition pour les ressources, la réticence des organisations à partager leurs informations avec des acteurs intéressés par les mêmes «bénéficiaires», le désir de recevoir l'éclairage médiatique, la multitude de types d'acteurs impliqués, le coût de coordonner, etc. (Stephenson, 2005:337-338).¹¹

C'est ce constat qui nous a aussi poussé à tenter de nous exprimer dans ce travail sur les conflits armés et les différentes réponses humanitaires dans un contexte géographique circonscrit : Goma et ses environs ; et à une période bien déterminée, les années considérées comme post-conflits.

Se basant aussi sur une expérience personnelle entant qu'agent humanitaire évoluant dans ce domaine pendant plus de 15 ans tant à l'intérieur de la RDC qu'à international, dont les deux dernières années passées à l'Est de la RDC où j'assumais le rôle de « humanitarian Wash Coordinator » au sein d'une organisation Humanitaire internationale ; force est de constater que les conflits armés à l'Est de la RDC perdurent depuis des décennies , les mouvements cycliques ou pendulaires de déplacement internes des populations sont quotidiens. Or, l'ingénierie humanitaire continue toujours à développer les mêmes approches des premières phases d'urgences et semblent s'essouffler. Les bailleurs de fonds commencent à se lasser et l'assistance humanitaire est en train d'être réduite. Quant aux populations cibles, de plus en plus sceptiques à l'idée d'accéder à une paix et un développement durable. Enfin, l'emploi pour un lendemain meilleur ne pointe pas à l'horizon. Ce constat a été corroboré par la sous-secrétaire générale de l'ONU aux affaires Humanitaires madame Kyung-Gwha Kang dans sa déclaration du 2 septembre 2015 après sa visite du camp de Mugunga III situé à 15 km du

¹¹ J-CH. DUPIN & A. MARTEL, *Op.cit.*p.2&3

chef-lieu de la Province du Nord-Kivu et l'un des camps qui accueillent des réfugiés et déplacés internes depuis 1994 : « le camp de Mugunga III est le pire des camps où vivent les déplacés internes dans une situation humanitaire jamais vue à travers le monde. »¹²

En dépit de la présence massive de la force des nations unies de maintien de la paix (Monusco), forte de plus de 20,000 hommes de troupes, et une multitude des ONGS humanitaires et de Nations Unies, la situation ne semble guère s'améliorer et l'impression est que la situation va de mal en pire et on se retrouve toujours à la case de départ chaque fois qu'il y a de nouvelles crises.

1.2. PROBLEMATIQUE

Les actions humanitaires à Goma et ses environs constituent des réponses aux situations des réfugiés rwandais et aux déplacements forcés des populations congolaises (déplacés internes) devenus récurrents au Nord-Kivu. En effet, les guerres interethniques (entre les Hutu, les Nyanga et les Hunde¹³) déclenchées en date du 20 mars 1993 à Ntoto (dans le territoire de Walikale) se sont vite répandues aux territoires de Masisi et de Rutshuru obligeant des milliers des gens à trouver refuges à Goma et dans les parties sécurisées de ces deux contrées¹⁴.

En juillet 1994, à la suite du génocide contre les Tutsi et les Hutus modérés au Rwanda, plus de deux millions des réfugiés rwandais ont déferlé sur les villes de Bukavu et de Goma. Goma comptait à cette époque moins de 300 000 habitants et avait accueilli plus d'un million des réfugiés. Un drame humanitaire était inéluctable. Le gouvernement Zaïrois de l'époque était débordé par ce choc, la communauté internationale s'est alors mobilisée à qui mieux pour apporter les premiers secours d'urgence. L'action humanitaire ainsi déclenchée s'est mise en place avec beaucoup de peines à cause du déficit observé dans la coordination et le professionnalisme face à une telle ampleur. Dès les premières semaines une épidémie de choléra s'est propagée dans la Ville de Goma. Des corps sans vie des milliers d'enfants, des femmes, des vieillards et des adultes épuisés par la longue marche vers leur exil au Congo étaient visibles partout dans la Ville et ses alentours. Le ramassage de ces corps, leur trouver des tombes ou des fosses communes à creuser dans la roche volcanique s'avéraient être des

¹² ONU, visite de la sous-secrétaire des Nations Unies disponible sur <http://lejournaldesnations.net/index.php/2015/09/07/rdc-la-sous-secretaire-generale-de-lonu-pour-les-affaires-humanitaires-a-visite-le-camp-de-5677-personnes-deplacees-au-nord-kivu/>

¹³ Il y a 4 grands groupes sociaux au Nord-Kivu; Hutu, Nyanga, Hunde et Nande

¹⁴ Voir la carte administrative du Nord-Kivu en annexe 1

priorités et des défis majeurs et à surmonter. On estime à plus de 50 000 le nombre de personnes qui ont péri dans ce drame dû à un contexte de concentration massive des populations sans couverture suffisante en eau, assainissement et mesures appropriées d'hygiène¹⁵. A la suite de cette catastrophe humanitaire, les autorités du Nord-Kivu d'alors ainsi que la communauté internationale ont convenu d'installer les réfugiés rwandais dans des camps dans la périphérie de Goma. Trois sites ont été choisis : Mugunga, Kibumba et Katale non loin des frontières de leur pays d'origine, le Rwanda¹⁶. Pour ce pays, ces camps constituaient une menace à sa sécurité car avec l'afflux brusque d'une nombreuse population il n'a pas été possible de séparer les réfugiés civils des combattants militaires ou miliciens.¹⁷

La présence des réfugiés Hutus rwandais dans l'hinterland de Goma avait ravivé les conflits interethniques. Dès les années 1995 et 1996, les ethnies autochtones du Congo à savoir les : Hunde, Nyanga et Nande créèrent des milices d'autodéfense et les Maï Maï, pour défendre leurs communautés menacées par les locuteurs du Kinyarwanda (les Rwandaphones¹⁸). Les Tutsi du Congo voyant grandir l'influence des Hutu appuyés par les génocidaires seront obligés de se réfugier au Rwanda à la suite de la victoire militaire du FPR (Front Patriotique du Rwanda) d'obédience Tutsi. A cette occasion ils vendirent leurs fermes, leurs vaches et leurs biens souvent à vil prix et choisirent le chemin de l'exil.

En novembre 1996, la coalition Rwando-Ougandaise et les rebelles congolais menés par Laurent-Désiré Kabila, démantèlent brutalement les camps de réfugiés pour chasser officiellement les derniers responsables soupçonnés d'avoir été impliqués dans le génocide et cachés dans ces camps. Et ceci en violation flagrante de droits de réfugiés que l'humanité n'avait plus connu depuis les deux dernières guerres mondiales¹⁹.

¹⁵ OXFAM Bulletin hebdomadaire, Décembre 1994 page 5.

¹⁶ Il est à noter que les réfugiés rwandais s'étaient déjà installés eux même dans les sites des Mugunga (plus de 500,000 réfugiés) lors de leur traversée vers le Zaïre. il était alors très difficiles d'organiser leurs transferts ailleurs.

¹⁷ Charte humanitaire : principes communs , droits et obligations : l'importance du principe de **distinction** entre civils et combattants, et entre biens de caractère civil et objectifs militaires ; l'importance des principes de **proportionnalité** dans l'usage de la force et de **précaution** dans les attaques (l'obligation de s'abstenir d'utiliser des armes qui frappent sans discrimination, ou des armes qui, par leur nature, causent des maux superflus), ainsi que l'importance de l'obligation de permettre de porter secours de manière impartiale. Bien des souffrances évitables infligées aux civils dans les conflits armés découlent du non-respect de ces principes de base.

¹⁸ Ce concept désigne une partie de la population du Congo qui parle Kinyarwanda.

¹⁹ Le **droit de chercher asile ou refuge** reste vital pour la protection des personnes qui doivent faire face à des persécutions ou à la violence. Les personnes touchées par une catastrophe ou un conflit armé sont souvent forcées de fuir de chez elles pour se mettre en sécurité et trouver des moyens de subsistance. Les dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés (telle que modifiée) et d'autres traités internationaux et régionaux prévoient des clauses de sauvegarde fondamentales pour les personnes qui ne peuvent obtenir

La communauté internationale avait impassiblement observé la situation et de fois accusée de partialité, et par les réfugiés et par les populations autochtones.

« C'était comme un rêve de ne trouver aucune personne, pas même un chat quand je suis rentré dans ces camps qui abritaient plus d'un million de réfugiés une semaine après que l'attaque soit lancée dans la ville de Goma et dans les camps des réfugiés. Je m'y rendais pour des travaux d'assainissements des sites abandonnés par des réfugiés », déclara un travailleur humanitaire.

En 1998, Kabila ordonne aux armées rwandaises et ougandaises de quitter le territoire congolais. Il reçoit le soutien militaire des pays voisins, tels que l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie. Entre temps, les dissidents congolais appuyés par les armées du Rwanda et de l'Uganda se réfugient à l'Est de la RDC où ils constituent leurs quartiers généraux dans les villes les plus importantes de l'Est à savoir : Goma, Bukavu et Kisangani. Occasionnant ainsi la partition de fait du pays. La partie Est et orientale de la RDC aux mains des rebelles et celle de l'Ouest et centre aux mains du Gouvernement central avec ses alliés.

Les conflits qui s'en sont suivis causèrent la mort d'environ 5 millions de personnes entre 1998 et 2003, principalement en raison des maladies et d'autres problèmes de santé²⁰. Un bilan²¹ fait de cette guerre, la plus meurtrière pour les civils, depuis la seconde guerre mondiale.

En l'absence de l'Autorité de l'Etat à l'Est de la RDC, une résistance populaire opposée à la fois aux parties rebelles (RCD-Goma, RDC-KML, MLC, etc.) et aux armées du Rwanda et de l'Ouganda qui les soutiennent par procuration pour les puissances prédatrices étrangères²², s'opposent à toutes tentatives d'occupations de leur terre et à l'exploitation illicite des

une protection de l'État dont elles ont la nationalité ou dans lequel elles résident et qui sont forcées de chercher refuge dans un autre pays.

²⁰ Les différents conflits en **République démocratique du Congo** ont fait près de 4 millions de morts entre 1998 à 2004 selon les estimations de l'organisation non-gouvernementale *International Rescue Committee* (IRC) (janvier 2006) en République démocratique du Congo (RDC) durant la Première guerre du Congo (fin 1996-1997), la Deuxième guerre du Congo (1998-2002) et le Gouvernement de transition (2003-2006). L'organisation non - gouvernementale américaine de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch, dans un rapport publié en juillet 2003, a estimé à 3,3 millions de civils morts dans toute la RDC, un bilan qui fait de cette guerre, la plus meurtrière pour les civils, depuis la seconde guerre mondiale

²¹ BRENNAN R., 2004 et SUSAN RICE cité par REYNTJENS F. 1999, et OXFAM, SAVE THE CHILDREN, CHRISTIAN AID, 2001.

²² C. BRAECKMAN, *Les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique centrale*, ADEN, Bruxelles, 2009.

ressources minières.

La réunification du pays (la République Démocratique du Congo) en juin 2003, l'amorce du processus démocratique en 2006 ainsi que son évolution jusqu'à ce jour n'a pas épargné le Nord-Kivu des nouvelles tensions entre communautés locales, déclenchant ainsi des conflits armés sporadiques. C'est par exemple le CNDP en 2007-2009 et le M23 en 2012-2013.

Les acteurs humanitaires tels qu'ECHO publie dans le bulletin (juillet 2014) :

« La crise humanitaire en République démocratique du Congo (RDC) est une des plus longues et complexes qui soient. Des conflits armés récurrents (rebellions du CNDP, du M23 et autres groupes armés tels que les mayi-mayi, APCLS, Nyantura, ADF-Nalu etc.) ont entraîné des déplacements massifs de populations et une crise humanitaire chronique²³ et complexe et qui persiste. Plus de 2,6 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays et plus ou moins 40 groupes armés continuent à porter atteintes aux droits humains dans les provinces orientales du pays²⁴ »

Les bailleurs de fonds commencent à se lasser, les populations victimes fatiguées et désespérées d'attendre un lendemain meilleur se pointer à l'horizon. La récurrence des conflits armés dans la partie Est de la RD Congo et plus spécialement au Nord-Kivu, ainsi que l'incapacité du Gouvernement Congolais avec l'appui de la Communauté internationale ici représentée par la MONUSCO à y mettre définitivement fin prouve qu'il s'agit ici d'un phénomène aux dimensions multiples, complexes, et impliquant une diversité d'actions parmi lesquelles figure en bonne place les réponses humanitaires. Cette dernière alternative est pour nous la base de cette étude.

En considérant les moments forts ou apaisés des crises survenues et des interventions humanitaires qui s'en suivirent, il en découle les conséquences constructives de la paix et du développement tant souhaité par les populations et communautés du Nord-Kivu et de Goma en particulier.

Si à l'origine, les crises humanitaires brusques des années 90 ont poussé certaines organisations humanitaires à s'occuper un peu de tout (qui trop en brasse mal étreint) en se dotant de mandats larges, avec le temps, certaines d'entre elles considèrent qu'un mandat restreint est source d'efficacité et d'efficience.

²³ ECHO, *Bulletin d'Echo sur les conflits en RDC et réponses Humanitaires*, juillet 2014, p.2.

²⁴ *Ibid.*

L'ingénierie humanitaire actuelle retient comme interventions humanitaires les domaines suivants :

- Approvisionnement en Eau, assainissement et promotion d'hygiène ;
- l'aide alimentaire incluant aussi la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistances ;
- Abris, habitat et articles non alimentaires ;
- Actions sanitaires ;
- les Thèmes transversaux : Enfants, personnes âgées, personnes handicapées, genre, Questions psychosociales, VIH-Sida, environnement et changements climatiques et réduction des risques de catastrophe ;
- D'autres standards associés tel que l'éducation, sont également intégrées dans les réponses humanitaires.²⁵

Les constats sus évoqués nous ont permis d'orienter la problématique de cette étude autour de trois interrogations dont une question principale de recherche et deux autres spécifiques

Question principale de recherche

- Les réponses Humanitaires apportées par les différents acteurs sont-elles appropriées aux conflits armés et crises humanitaires qui sévissent dans la ville de Goma et ses environs ?

Questions spécifiques

- Quelle adéquation existe-elle entre les réponses humanitaires et les conflits et crises vécus à l'Est de la République Démocratique du Congo, particulièrement à Goma et ses environs ?
- Pourquoi les réponses humanitaires, pourtant en synergie d'acteurs, d'approche et stratégie n'ont-elles pas été pertinentes, efficaces et susceptibles d'apporter la paix et le développement durable?

A ces questions de recherche correspondent des réponses provisoires que nous présentons dans les hypothèses ci-dessous à coté des objectifs de recherche.

²⁵ Ton VAN ZUTPHEN et John DAMERELL : *Manuel sphère 2013*, page 7

2. HYPOTHESES ET OBJECTIFS D'ETUDE

Ce point est consacré à la présentation des hypothèses et aux objectifs de l'étude avant de préciser la délimitation spatio-temporelle et la subdivision du travail

2.1. HYPOTHESES

Nous pensons globalement que les réponses humanitaires aux conflits et crises qui sévissent à l'est de la RDC seraient appropriées et adéquates. Toutefois aux questions ci-dessus, nous avons formulé les réponses provisoires suivantes :

- Les réponses humanitaires apportées pas les acteurs humanitaires dans la ville de Goma et ses environs seraient appropriées aux crises humanitaires et aux conflits qui y sévissent.
- L'adéquation entre les réponses humanitaires et les crises se serait plus appesantie sur les domaines de la sécurité alimentaire et nutrition, eau, hygiène et assainissement et sur les thèmes transversaux de protection, genre et VIH/SIDA. Les interventions arriveraient très souvent en retard et ne respecteraient pas les standards internationaux.
- Sur le terrain les acteurs humanitaires auraient souffert d'un déficit criard de coordination devenu un handicap pour le retour à la paix et le développement durable et les actions seraient tout aussi pertinentes, efficaces mais ne s'inscriraient pas dans une dynamique de durabilité.

2.2. OBJECTIFS

Cette étude comprend un objectif principal et des objectifs spécifiques :

Objectif principal

- Evaluer le niveau dans lequel les réponses humanitaires apportées pas les acteurs humanitaires dans ces crises sont appropriées, pertinentes, efficaces et durables ;

Objectifs spécifiques

- Montrer les domaines dans lesquelles une adéquation entre les réponses humanitaires et les crises et conflits a été établie et respectée ;

- Relever les principaux mécanismes de coordination mis en œuvre pour une prise en charge synergique et intégrative des réponses humanitaires en vue d'aboutir à des actions pertinentes et efficaces et ainsi construire une paix et un développement durable des milieux assistés.

2.3. DELIMITAION SPACIO-TEMPORELLE DE L'ETUDE

L'étude prend en compte la Ville de Goma et ses environs comme espace privilégié car la majorité des acteurs humanitaires intervenant dans la partie Est de la RDC y ont installé leurs bureaux ou leurs agences. Goma semble être l'endroit plus ou moins sécurisé au Nord-Kivu pour servir de base à toutes les interventions dans la région. C'est aussi la ville qui a été au cours de l'histoire le témoin des conflits armés et d'une éruption volcanique qui ont provoqué des catastrophes humanitaires depuis 1994. Toutes les communautés ethniques de la province y sont représentées et y cohabitent avec des populations venues d'autres Provinces et d'autres pays y compris des expatriés.

Les crises et conflits humanitaires dans cette région de la RDC remonte en 1994 avec l'arrivée massive des réfugiés rwandais et se poursuivent au travers des guerres récurrentes amorcées en 1997 dont le point culminant reste la guerre du CNDP de 2003-2008. L'enquête est menée au mois d'octobre 2015.

2.4. SUBDIVISION DU TRAVAIL

Outre les parties consacrées à l'introduction et à la conclusion, cette étude est axée sur deux grands points. Le premier traite des conflits armés et la prise en charge des crises humanitaires. Le second point présente l'enquête et les résultats. Il aborde les questions relatives aux matériels et méthodes avant de se pencher sur l'adéquation entre les réponses humanitaires et les conséquences des crises à Goma et ses environs ; il qualifie ensuite l'interférence et la synergie des acteurs et enfin, évalue le niveau de pertinence, d'efficacité et de durabilité des réponses humanitaires par les organisations y œuvrant.

3. CONFLITS ARMES ET PRISE EN CHARGE DES CRISES HUMANITAIRES

Ce chapitre brosse brièvement la situation humanitaire en termes de principaux conflits armés et de crises humanitaires pour fonder l'étude. Il présente la situation de vulnérabilité, donne le niveau et les procédures d'alertes et les actions humanitaires. Il traite encore des zones d'intervention et des besoins des communautés affectées par une crise humanitaires.

3.1. CONFLITS ARMES ET CRISES HUMANITAIRES

En référence à NELLRIEGEL et Alii, 2004, le conflit n'est pas facile à définir car il a de nombreuses formes et survient dans des cadres différents. Il semble que le conflit soit par essence ; un désaccord, une contradiction, ou une incompatibilité. Le conflit est un état de lutte ouverte ; de désaccord et désharmonie.

« On pense souvent que le conflit entre des personnes est une 'mauvaise' relation. Pourtant, de nombreux sociologues (comme Georges SIMMEL), philosophes (comme HEGEL ou NIETZSCHE), développent une vision plus positive du conflit comme mode de relation entre individus. Les psychologues Dominique PICARD et Edmond MARC considèrent que les conflits ne sont pas des erreurs de la communication, mais qu'il est aussi normal et banal de se disputer que de bien s'entendre : « les problèmes relationnels sont inhérents à la nature et à la dynamique d'une relation parce que vivre ensemble et communiquer, c'est compliqué et difficile »²⁶.

Pourtant, le conflit n'est pas forcément destructeur. Il est normal de rencontrer des conflits ou des problèmes relationnels, tant est immense la diversité des êtres humains, de l'histoire des peuples, de leur culture, du parcours individuel de chacun. Plutôt que les conflits eux-mêmes, c'est la façon de les aborder qui peut être destructrice. Selon le Dr AUSTRUY, psychiatre à Paris : « toute situation relationnelle entraîne nécessairement des conflits » (cité par Alain

²⁶ HELLRIEGEL et al, *Management des organisations*, 5^e éd Nouveaux Horizon, Bruxelles, 2004, pp. 498 - 526

SOUSA, 2001, p.4.) Tout dépend du degré de liberté d'expression et d'égalité entre les individus. De notre point de vue, le terme conflit s'applique à toute situation dans laquelle se trouvent des individus ou des groupes dont les objectifs, les émotions ou les cognitions sont incompatibles et les conduisent à s'opposer. Derrière le concept conflit, se profile l'idée de contestation, d'opposition, de contradiction. Ainsi, sont utilisés en lieu et place du terme conflit : la contestation, le litige, le différend, un démêlé, un tiraillement, une mésentente,...

3.1.1. Typologie des conflits.²⁷

La classification des conflits varie d'un auteur à l'autre. Pour notre part, nous les distinguons par rapport à la personne à conflit, par rapport à leurs sources, par rapport à l'Etat et par rapport aux moyens utilisés.

1° Les conflits par rapport à la personne à conflit

Il s'agit principalement de :

- Conflit d'objectif : une situation dans laquelle les buts ou les objectifs poursuivis par les parties semblent être incompatibles ;
- Conflit cognitif : une situation dans laquelle les idées ou les pensées respectives des parties sont perçues comme incompatibles,
- Conflit affectif : une situation dans laquelle les émotions respectives des parties sont incompatibles (les intéressés se fâchent mutuellement)

2° Les conflits par rapport à leurs sources.

Il existe principalement cinq niveaux ou sources de conflits à l'intérieur d'une organisation :

- Les conflits intra personnel (à l'intérieur d'une personne) : survient chez un individu. Ils ont la forme des conflits d'objectifs ou de conflits cognitifs. Le comportement d'une personne abouti à des résultats qui s'excluent mutuellement ou qui comportent des éléments incompatibles.
- Interpersonnels (entre des individus) ;
- Intra groupe (à l'intérieur d'un groupe) ;
- Inter groupe ;

²⁷ *Ibidem.*

- Intra organisationnels (à l'intérieur d'une organisationnel : oppositions et heurtes suscités par la manière dont les postes de travail sont définis, l'autorité officielle est repartie, l'organisation est structurée)
- Inter organisationnel (entre les organisations)

Les conflits à Goma et ses environs sont plus interpersonnels, inter groupes et inter organisations qu'intragroupes.

3° Les conflits par rapport à l'Etat.

Dans cette catégorie sont notées les conflits internes et les conflits internationaux. Est interne le conflit dont les adversaires sont tous d'un même Etat. Le conflit interne peut prendre plusieurs formes : conflits fonciers ; conflits interethniques, conflits interinstitutionnels, conflits politiques, conflits religieux, les conflits coutumiers, conflits de leadership. Un conflit politique est une opposition ou divergences des points de vue manifeste ou latente soit entre gouvernants- gouvernants soit entre gouvernants – gouvernés ou soit entre gouvernés – gouvernés au sujet d'une question relative à l'acquisition du pouvoir ou de son exercice, de son partage ou toute autre question politique. Le conflit international quant à lui oppose deux ou plusieurs Etats. Il peut être armé ou non armé, il peut être ouvert ou latent.

Les conflits vécus à Goma et ses environs semblent être la résultante d'une combinaison des toutes ces catégories exception faite, peut-être, des conflits religieux et des conflits inter institutions. Mais sa dominance est politique et internationale car beaucoup d'Etats de la région sont impliqués dans ces conflits.

4° Les conflits par rapport aux moyens utilisés

Ce type est essentiellement fait des conflits armés et revêt deux principales formes : affrontements armés pouvant être internationalisé ou non international.

- a) Le conflit armé internationalisé : est observé dans un Etat lorsqu'il s'agit d'une confrontation armée entre deux ou plusieurs entités étatiques. On classe ici les guerres de libérations nationales contre la domination coloniale, les guerres contre l'occupation étrangère et les guerres contre les rigueurs dans l'exercice des peuples à disposer d'eux-mêmes²⁸.

²⁸ Art1 du protocole du 8 juin 1977, additionnel aux conventions de Genève du 12 Août 1949.

- b) Le conflit armé non international : celui-ci est tout conflit qui se déroule sur le territoire d'un Etat entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permet de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le droit établi pour ce type de conflit²⁹.

Remarque : le conflit armé non international est appelé aussi « conflit armé interne » selon le droit international, « un conflit armé interne peut être internationalisé par l'intervention d'une force armée extérieure à l'Etat sur le sol duquel le conflit est né. Ce conflit interne peut être une guerre, une guérilla³⁰ ».

Les conflits dont il est question dans cette étude est une conjonction de plusieurs types.

3.1.2. Fonctions des conflits sociaux.

MARX et DAHRENDORF relèvent quelques contributions fondamentales à la sociologie des conflits³¹. Il y a :

- En premier lieu, la permanence des conflits dans toute société. Le conflit accompagne toujours la vie ; La société, réalité animée par des êtres vivants, n'échappe pas à cette règle : le conflit est inhérent à sa nature et à son fonctionnement. C'est une erreur de penser une société sans conflit ;
- En second lieu, les conflits sociaux étant des conflits d'intérêts, ils opposent nécessairement deux groupes. Car dans la société, tout conflit d'intérêt se ramène en définitive à une opposition entre ceux qui ont intérêt à ce que se maintienne et se perpétue une situation dont ils bénéficient, et ceux qui ont intérêt, ou croient avoir intérêt, à ce que la situation change. Quel que soit l'objet immédiat d'un conflit social, c'est toujours par rapport au statu quo que se définissent les positions des opposants. Et par rapport au statu quo, le seul choix possible, en dernier ressort, ne peut se faire qu'entre le maintien du statut quo et le changement. Sans doute, peut-il y avoir des

²⁹ PIETRO VERRI, *Dictionnaire de droits international des conflits armés*, CICR, Genève, 1988.

³⁰ Art 2 de la convention concernant les lois de guerre et coutumes de la guerre signée à la Haye le 8 octobre 1907.

³¹ MARX Karl, *Conscience de classe et lutte de classe, extrait de Misère de la philosophie*, Editions sociales, 1887 ; pp. 134-136 et DAHRENDORF Ralf, *Les modes de régulation des conflits, extrait de classes et conflits de classe dans la société industrielle*, Editions Mouton, 1957, pp.225-232.

positions plus au moins radicales chez ceux qui s'y opposent. Cela n'empêche qu'on puisse toujours analyser le conflit en termes de deux grands ensembles de personnes et de groupes dont les intérêts sont irrévocablement contraires.

- Troisièmement, le conflit est le principal moteur de l'histoire. Le conflit amène forcément des changements, à plus ou moins brève échéance. C'est dans et par opposition entre deux groupes d'intérêts divergents que les structures sociales se transforment.
- Enfin, par son analyse du changement par le conflit de classe, MARX a ouvert la voie à la recherche des facteurs structureaux du changement social. On peut en effet distinguer deux classes principales de facteurs : *les facteurs exogènes* (interviennent de l'extérieur du système social ; exemple l'influence du milieu Physique, du climat ; les facteurs endogènes qui agissent de l'intérieur du système social.

Pour Dahrendorf, comme Marx, le conflit est le principal facteur structurel de l'historicité des sociétés. Inscrit dans la nature même de l'organisation sociale, il y provoque constamment le changement, l'évolution et parfois la révolution. Marx s'est arrêté au seul cas des révolutions, c'est-à-dire de ces changements brusques et radicaux qui amènent le remplacement complet des personnes et des groupes qui exercent l'autorité de contrôler.

3.1.3. Le Cycle de Conflit et de la violence

Les conflits sont des dynamiques caractérisées par une intensité qui varie avec le temps selon la phase du cycle de vie de conflit de SWANSTROM et WEISSMAN³². En fait, les conflits commencent par une escalade des tensions entre des parties adverses, qui en l'absence de promptes mesures de prévention et de la réussite d'un dialogue éventuel, dégénère en violence et affecte de plus en plus grandes sphères politique, sociale et économique. La situation de paix préexistante est donc perturbée et la crise commence avec une intensité croissante et des épisodes de violence qui sont de plus en plus fréquents.

La prévention d'un conflit ayant échoué, celui-ci doit donc être géré jusqu'à ce que les parties adverses parviennent à un accord de paix. Une fois les accords signés, le processus de construction et de consolidation de la paix peut démarrer et consiste à appliquer les conditions stipulées dans les accords.

³² SWANSTROM Niklas LP.et WEISSMAN Mikeal *Op. cit* ; S 2005.

La compréhension du cycle d'un conflit aide à planifier et coordonner les efforts de prévention, alertes précoces, la gestion et la résolution du conflit, la construction et la consolidation de la paix. La plupart des chercheurs dans le domaine des conflits ont aussi constaté, sur la base d'étude empiriques, que les cycles sont récurrents jusqu'à ce qu'une paix durable soit atteinte et que les parties adverses réussissent à coopérer et à résoudre les problèmes de fond qui ont déclenché le conflit.

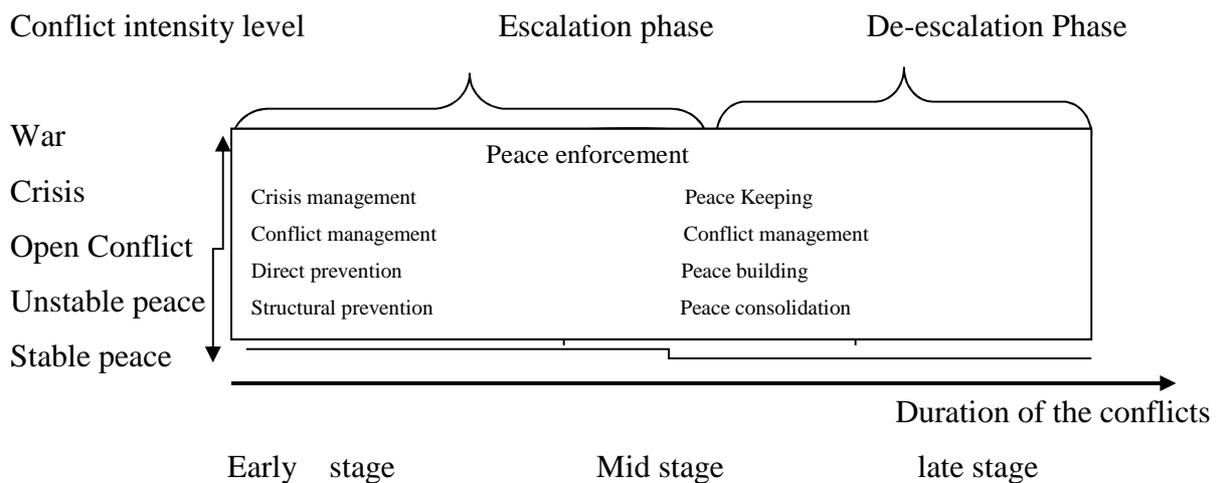


Figure 1. Le cycle de conflit

Source: SwanstromNiklas LP. WeissmanMikealS, *Prevention and resolution of violent and armed conflicts*, international labour office, Geneva, 2005, p.5

Dans cet exemple, les cycles ont obéi aux règles classiques des séquences des conflits à savoir la phase de frustration, de tension, des confrontations et de violence, avec des scénarios qui tiennent compte des origines, de la nature des questions de controverse, des acteurs en présence du contexte et du moment. La durée et l'intensité varient. La recherche des solutions de sortie de crise dépend de la prise de conscience et de la capacité des acteurs à faire face et à assurer collectivement et individuellement leurs responsabilités.

Les crises et conflits à Goma et ses environs prennent les guerres du Rwanda, de l'Ouganda et du Kivu comme épicerie des conflits. En s'enlisant dans la région autour de la ville de Goma, ces conflits ont transformé cette ville en un centre des actions humanitaires en situation de crise aigüe. En *annexe 1*. Les repères chronologiques des conflits au Nord-Kivu : Réponses humanitaires et motivations communautaires de construction de la paix, Cas spécifique de la ville de Goma et ses environs.

La première section vient de présenter la notion de conflit et ses variétés dans le contexte de cette étude ; nature, types, cycles et fonctions des conflits. La section suivante traite de la situation de vulnérabilité qui souvent précède les périodes d'alerte.

3.2. SITUATION DE VULNERABILITE

La situation de déplacement forcé des populations causé par les conflits armés à l'Est de la RD Congo se caractérise souvent par une violence excessive et des pertes en vies humaines, la dégradation de la société et de l'économie rendant les populations plus vulnérables, nécessitant de l'aide humanitaire à grande échelle et sur plusieurs dimensions avec des risques de sécurité importants pour les travailleurs humanitaires.

Les situations d'urgence humanitaire causées par les conflits armés provoquent des souffrances immenses. Parmi ceux qui ne mourront pas immédiatement, certains subiront la perte de ceux qu'ils aiment, verront leurs logements et leurs moyens d'existence subir des dégâts catastrophiques. Ils seront les témoins de la destruction de leur communauté et encourront les dangers et endureront les humiliations du fait du déplacement et du dénuement³³. Pour les déplacés congolais ainsi que les familles d'accueil, cette période se transforme en une lutte quotidienne pour la survie, pour la dignité, pour un avenir meilleur et les rend davantage vulnérables. Cette situation est aggravée par la pauvreté extrême et généralisée dans laquelle vit la population de l'Est de la RDC depuis des décennies. Cela se résume plus particulièrement au déficit d'accès aux Services de base : l'eau, les mesures appropriées d'assainissement, la santé, l'éducation. *L'annexe 6* présente un exemple de critères de vulnérabilité.

Nous commençons par les principales causes de la vulnérabilité, la situation des réfugiés et des déplacés, les épidémies humaines, épizooties, et phytopathologies, un contexte général de pauvreté et de précarité dans l'ensemble du pays et les catastrophes naturelles.

3.2.1. Causes de vulnérabilité

Parmi les causes de la vulnérabilité deux semblent prédominer. Il s'agit de violences armées et la multiplicité des conflits locaux.

³³ ARZOUMA BOLOGO, Cours d'*Approche prospective de la crise*, 2ie Master 2 en en management des crises et actions humanitaire, Novembre 2013

1° Un haut niveau de violence armée dans certaines régions:

Après la réunification du pays et le démantèlement des grands groupes armés (RCD, MLC, FRPI(Ituri) en 2003, des combats entre les FARDC et plusieurs groupes armés, notamment les M23, ADF-NALU, FDLR, Mayi-Mayi, Nyatura, Cheka, APCLS, Raia Mutomboki, etc. ont continué à être enregistrés dans la province du Nord Kivu jusqu'à nos jours. Ces conflits occasionnent d'importants déplacements de populations, ainsi que diverses exactions, plus particulièrement à l'endroit des civils. Le conflit entre l'armée nationale et le M23 (depuis 2012) a enregistré plusieurs moments d'escalade dans la partie sud de la province.

Dans ce contexte, les violences sexuelles sont utilisées comme une stratégie de guerre, et constituent un fait majeur de violation des droits de l'homme. Les opérations militaires susceptibles d'affecter encore plusieurs parties de l'Est du pays, suite notamment à la détermination affichée par le Gouvernement à restaurer son autorité dans cette région. L'entrée en activité progressive de la Brigade d'Intervention de la MONUSCO a également contribué à cette restauration de l'autorité de l'Etat à certains endroits. Ce développement laisse présager de nouveaux mouvements de populations (aussi bien en termes de départs que de retours) mais aussi une importante restriction de l'espace humanitaire du fait, non seulement des combats, mais aussi du risque lié aux perceptions des acteurs humanitaires dans ces zones, par la population et les parties en conflit au regard du mandat offensif de la MONUSCO.

2° Une multiplicité de conflits locaux

Les conflits locaux non-armés ou des tensions latentes demeurent très nombreux à travers la province du Nord-Kivu. Ces conflits sont généralement liés à l'accès ou au contrôle des ressources, spécialement la terre et les mines et au pouvoir coutumier ou politique. Avec l'absence des mécanismes de gestion durable de ces conflits et tensions ainsi que d'un cadre légal adéquat, notamment par rapport aux aspects fonciers, ces derniers dégèrent parfois en flambées de violences, avec des conséquences plus ou moins importantes en termes de problèmes de protection, de pertes de moyens de subsistance, de déplacements des populations, et de manque de perspective de retour durable dans le milieu d'origine. Nombreux sont des déplacés qui ne peuvent pas rentrer dans leurs villages d'origine car leurs

terres ont été spoliées par les groupes ethniques plus fort militairement.

A cela s'ajoute l'instrumentalisation de ces conflits par les acteurs politiques et l'implication d'acteurs armés, y compris dans les conflits fonciers. Ce qui contribue souvent à l'accroissement du potentiel de violence alors que les mécanismes de résolution pacifiques manquent. La faible implication des autorités nationales et l'absence d'un cadre légal adéquat contribuent à la prolifération de ces conflits, spécialement ceux en rapport avec le domaine foncier.

3.2.2. Situation des réfugiés et des déplacés

La crise humanitaire à l'Est de la RDC est la pire tragédie que le monde ait connue depuis la deuxième guerre mondiale : plus d'un million des réfugiés entre 1994 et 1997 et plus de 1 million des déplacés internes vers la fin de l'année 2013³⁴. Plusieurs rapports et enquêtes des ONGs et gouvernements dont celui publié en 2006 par International Rescue Committee (IRC) avait révélé que plus de quatre millions de congolais avaient péri des suites des conséquences des guerres entre 1998- 2004. Parmi eux, plus de la majorité succombèrent non pas par les balles, mais par suite des effets des guerres dont entre autres la malnutrition et le manque des soins médicaux.

Si de 1997 jusqu'à 2001, deux acteurs principaux étaient en guerre ouvertes avec des ramifications internationales : le gouvernement légale du Congo appuyé par ses alliés d'Afrique australe d'une part, et les rebelles congolais du RCD et MLC appuyés par certains pays d'Afrique de l'Est d'autre part ; depuis 2001, on assiste à une émergence de plusieurs groupes armés nationaux et étrangers se prévalant d'autodéfense populaire, de protection de leurs communautés respectives et se faisant des fois des guerres entre elles avec des conséquences humanitaires très graves.

En 2014, Ocha avait publié³⁵ que la seule province du Nord-Kivu comptait environ 53,6% des personnes déplacées internes sur l'ensemble de la RD Congo, soit près de 908,597 personnes déplacées au 25 juin 2015 dont 62% sont dans des familles d'accueil et 38% dans des sites de

³⁴ OCHA, *Plan d'action Humanitaire de la RDC*, 2015 p.8.

³⁵ OCHA, *Profile humanitaire provincial*, Nord-Kivu, Juillet, 2014, p.6.

déplacement.³⁶

L'action humanitaire menée depuis 1994 jusqu'à nos jours par plus de 200 ONGS³⁷ tant nationaux qu'internationaux dans la seule Province du Nord-Kivu se trouve pris en étau par les conflits à répétition, suivis des mouvements cycliques et pendulaires des populations. Les acteurs humanitaires ne se limitent qu'à la stratégie de nature à « sauver les vies humaines ». Parallèlement, la coordination des actions humanitaires fait face à des défis majeurs pour s'assurer que les acteurs humanitaires s'alignent non seulement sur les voies déjà tracées en rapport avec les principes fondamentaux humanitaires, mais aussi d'assurer qu'ils sont redevables vis-à-vis des bénéficiaires, du gouvernement qui les invite, des bailleurs de fonds et des institutions qu'ils représentent. Cette situation humanitaire reste fragilisée par la présence des groupes armés étrangers³⁸

3.2.3. Des épidémies humaines, épizooties, et phytopathologies

Le grand déficit d'accès à l'eau potable et aux ouvrages d'assainissement adéquats, ainsi que le dysfonctionnement du système de vaccination au cours des dernières années, font que la RDC continue à faire face aux épidémies récurrentes, principalement le choléra et la rougeole. Dans les provinces de l'Est, la vulnérabilité aux épidémies est aggravée par le déplacement forcé des populations civiles liées au contexte des conflits armés.

3.2.4. Un contexte général de pauvreté et de précarité dans l'ensemble du pays

Classé au 186^{ème} rang parmi les 187⁹ pays référencés dans le cadre de l'indice de développement humain (PNUD) en 2012, avec 71,3% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, la RDC continue d'afficher des taux alarmants pour tous les indicateurs de base notamment en santé, en sécurité alimentaire, en nutrition, et en accès à l'éducation. Les

³⁶ STEWART ANDREW SCOTT, *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu, au cœur de la guerre congolaise*, Ed. Karthala, Paris, 2008. Il présente les attaques et la situation humanitaire entre 2004 et 2008 avec plus d'un million des réfugiés. Photo d'un camp de déplacés interne de Bulengo, Goma, RDC.

³⁷ Tableau synthèse tiré de la liste des acteurs humanitaires intervenants au Nord-Kivu publié par OCHA Nord-Kivu en mai 2015.

³⁸ ROMKEMA HANS, *Opportunities and constraints for the disarmament and repatriation of foreign armed groups in the Democratic Republic of Congo The cases of the FDLR, FNL, and ADF/NALU*, Ed. MDRP, Washington USA, Juin, 2007. Conflict and Transition Consultancies, Disponible aussi sur le [website www.mdrp.org](http://www.mdrp.org). Impact of the presence of the COFS combatants on foreign Soils on the humanitarian situation. p. 29.

³⁹ PNUD, *Rapport sur le développement humain 2013*, PNUD.

services de base de l'Etat ne parviennent pas ou peu à de nombreuses régions. Le manque d'infrastructures, ou leur état de délabrement, rend beaucoup de zones difficiles d'accès pour le commerce, les services publics, et l'aide humanitaire⁴⁰. Cette situation de précarité est à la fois la cause de graves problèmes de protection et de la résurgence des épidémies, mais constitue également un facteur aggravant pour les crises dues à d'autres facteurs.

3.2.5. Des catastrophes naturelles

Périodiquement, les éléments naturels causent des dégâts importants, ils détruisent les moyens d'existence des ménages et les infrastructures des services de base (écoles, centres de santé etc.). L'éruption volcanique en 2002 du volcan Nyiragongo a détruit à 40% la ville de Goma⁴¹ et reste une éventualité à toujours considérer.

3.2.6. Analyse de la vulnérabilité par les acteurs humanitaires

L'analyse des vulnérabilités est développée par les acteurs humanitaires en RDC. Elle se fait à deux niveaux :

- **Analyse des vulnérabilités au niveau d'une communauté**

Cette analyse est effectuée lors des évaluations multisectorielles (MSA). Les équipes MSA vont étudier quelle crise a affecté la population (le mouvement), comment cette crise a réduit leurs ressources et est-ce que les populations sont en capacité de faire face à cette crise ou non. C'est l'analyse des stratégies de résilience.

- **Analyse des vulnérabilités individuelles pour l'assistance**

Cette analyse se fait pour le ciblage des bénéficiaires de l'assistance, que ce soit en Eau-Hygiène-Assainissement (EHA), Santé, besoins alimentaires, abris, Non Food Items (NFI), Education (dès lors qu'il y a une assistance individuelle). Il s'agit de cibler les ménages les plus vulnérables par rapport aux autres, ou les ménages qui sont réellement vulnérables.

Il est certes difficile d'atteindre toute la population vulnérable dans le contexte de crise

⁴⁰ *Ibid.* cf. annexe 4 : RDC accès des humanitaires aux populations affectées (Ocha).

⁴¹ Rapport Mairie de Goma, 2002

chronique comme celui de l'Est de la RDC ou tout le monde est vulnérable. Néanmoins, les acteurs humanitaires ne devraient pas seulement se limiter à appliquer les critères de vulnérabilité préétablis car souvent sources des conflits surtout dans le contexte de l'Est de la RDC dans lequel la majorité des déplacés (70%) vivent avec les communautés d'accueil qui sont les premières actrices d'assistance aux populations affectées à la recherche de refuges et protection.

Les opérations relatives aux situations humanitaires et actions débutent avec les alertes humanitaires qui drainent les acteurs humanitaires dans un milieu donné. Le paragraphe qui suit est consacré aux alertes et actions humanitaires avant de traiter des interventions proprement dites.

3.3. ALERTES, CRISES HUMANITAIRES ET ACTIONS HUMANITAIRES

Cette section se penche sur les trois aspects suivants : les alertes, les crises humanitaires et les actions y relatives.

3.3.1. Alertes

Les régions exposées à des conflits armés de longue durée ont des systèmes ou des réseaux locaux d'alerte précoce dont les humanitaires devraient toujours tenir compte. Les alertes sont souvent déclenchées par les autorités tant coutumières qu'administratives, politiques, les confessions religieuses, les ONGs tant locales qu'internationales œuvrant dans les zones de conflit ainsi que les médias.

Les difficultés résident au niveau du seuil d'alerte. Selon Patrick LAGADEC⁴², il existe deux sortes de seuil : seuils de déclenchement d'alarme/alerte tirés vers le bas avec pour inconvénient d'avoir de fausses alarmes en nombre éventuellement important (la sensibilité) et la spécificité, qui évite beaucoup mieux les fausses alarmes, mais avec le risque de ne pas détecter certains phénomènes sérieux.

De ces deux seuils, la spécificité offre beaucoup d'opportunité pour éviter les gaspillages des ressources et du temps. Oxfam a développé un simple mécanisme d'alerte basé sur le nombre

⁴² P. LAGADEC (Cellule de crise), *les conditions d'une conduite efficace*, Editions d'Organisation, Paris, 1995

des populations affectées par une crise :

- Plus de 1 000 ménages dans les zones d'interventions d'Oxfam ;
- Plus de 10 000 ménages dans les zones où Oxfam n'est pas présent (nouvelles zones à conflits)

3.3.2. Crises Humanitaires

La crise Humanitaire est un événement ou une série d'événements, qui constitue une menace sérieuse à la santé, la sécurité ou le bien-être d'une communauté ou d'un groupe de personnes, sur une zone étendue.⁴³ L'Est de la RDC connaît un cas d'urgence complexe et exceptionnel causé par une combinaison de facteurs humains et naturels tels que les conflits armés, les déplacements à répétition des populations, les épidémies, surtout le choléra, l'éruption volcanique, etc.

3.3.3. Actions Humanitaires

Lorsque qu'une catastrophe survient, les voisins et la famille sont souvent la première source de soutien aux victimes. De nombreuses personnes trouvent refuge chez des proches, des amis, ou même, dans certains cas, chez de parfaits inconnus :

« Depuis notre arrivée dans ce camps de Buporo en aout 2012⁴⁴, Nous étions plus de 900 ménages, renchérit ce déplacé, nous avons été accueillis par la communauté locale de Kibabi. Elle nous a offert à manger, à boire et l'espace ou ériger nos abris. Oxfam et MSF sont arrivés pour les premières interventions humanitaires. Oxfam a mis en place le système d'approvisionnement en eau potable par l'entremise d'adduction d'eau potable, construit des infrastructures d'assainissement et nous éduque sur les bonnes pratiques d'hygiène. Les soins de santé étaient assurés par MSF. Nous n'avons obtenu l'aide alimentaire qu'en Novembre 2012 distribuée par CARE International. Cette ration alimentaire était constituée de 25 kg de farine de maïs, 15 kg de Haricot et 3 litres d'huile végétale et 500 gr de sel par famille.

La deuxième distribution sous forme de foire organisée par Oxfam avait eu lieu une année après soit en novembre 2013 et mars 2014. Et depuis lors, plus rien »,

⁴³ <http://coalitionhumanitaire.ca/portail-dinfos/fiches-sommaire/quest-ce-quune-crise-humanitaire>

⁴⁴ Voir carte de la province du Nord-Kivu avec la situation des personnes déplacées en annexe 3.

C'est ce que rapporte le président de camps de déplacés de Buporo.⁴⁵ Pour survivre, « *nous sommes obligés de travailler dans les champs des populations hôtes à vil prix ou transporter leur marchandise* ». ⁴⁶

D'autres déplacés développent des stratégies négatives de survie entre autres : vol des patates douces, haricots, bois de chauffe dans des champs des populations qui les nous ont accueillis causant ainsi de graves conflits entre les deux communautés. Si ce sont bien les individus, les familles et les communautés – aux niveaux local qui prennent en charge le plus gros de l'aide humanitaire, c'est tout de même aux Gouvernements qu'incombent en première instance la responsabilité de protéger les vies humaines lors de catastrophes et de construire des systèmes de sécurité à long terme, à savoir des systèmes qui assurent la sécurité face à toutes les menaces, qu'elles soient environnementales, nutritionnelles, épidémiologiques ou consécutives à des conflits ou à une pauvreté extrême.⁴⁷

L'assistance et la protection qu'apporte l'aide humanitaire aux civils dans les conflits prennent plusieurs formes. Une des formes de plus en plus répandus est celle des camps des déplacés internes ou des réfugiés. Dans ces camps, des milliers des personnes sont regroupées et les organisations humanitaires y apportent tant bien que mal les services de base : abris, eau et assainissement, biens de première nécessité, nourritures, soins de santé, éducation,...l'autre forme, la plus commune à l'Est de la RDC est l'hébergement des familles des déplacés internes dans les familles d'accueils, souvent liés par des affinités ethniques.

Loin de faire l'unanimité, même chez ceux qui se déclarent de cette profession, l'action humanitaire tend à être définie par l'organisation qui l'entreprend ou la finance plutôt que de façon objective et consensuelle. Les organisations non gouvernementales ont toute une vision différente de l'humanitaire bien qu'elles font toute partie de coalition d'organisation humanitaire. Les mandats différents ancrent l'humanitaire tantôt dans le Droit International Humanitaire, tantôt dans les droits humains et établissent parfois un lien entre eux et la lutte contre la pauvreté en se basant uniquement sur la notion de « Sauver des vies ». Par exemple, Oxfam déclare « un engagement basé sur les droits » et affirme que « tout le monde devrait avoir le droit d'assurer sa subsistance, avoir accès aux services de base, se prémunir, se faire

⁴⁵ Focus group discussions organisées en juin 2014

⁴⁶ Innocent, président des camps de déplacés de Buporo, territoire de Masisi, Nord-Ouest de la ville de Goma

⁴⁷ ARZOUMA Eric BOLOGO, *Approche prospective de la crise*, 2ie, Novembre 2013.

entendre, être traités en égaux »⁴⁸.

Tandis que Action Contre la Faim par exemple se dit « privée, apolitique, non confessionnelle, non lucrative(...), sa vocation est de sauver des vies en luttant contre la faim, la misère, les situations de détresse qui menacent de mort des hommes, des femmes sans défenses »⁴⁹.

Quant aux autres principaux bailleurs de fonds, les trois plus importants sont DFID (1,017 millions USD en 2011), ECHO (2,010 millions USD en 2011), OFDA (4,381 millions USD). Le royaume uni, les Etats de l'Union Européenne, les Etats Unis ainsi que 34 autres (dont le canada, l'Australie, le Japon,...) ont signé les « principes de bonnes pratiques pour l'aide humanitaire » qui déclarent que les objectifs de l'action humanitaire sont de sauver des vies, d'atténuer les souffrances et préserver la dignité humaine pendant et après les crises provoquées par l'homme. L'action humanitaire doit être guidée par les principes humanitaires à savoir : l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance.

Comme on peut le constater, la définition de l'humanitaire ne fait donc pas l'unanimité et selon la définition choisie, le mandat de l'organisation pourra varier, amalgamant humanitaire et développement humanitaire, droits humanitaires versus DIH et ouvre la porte à l'interprétation et analyse de chaque acteur⁵⁰.

Remy BRAUMAN a proposé une définition qui semble concilier ces trois tendances ; « action humanitaire est celle qui vise, sans aucune discrimination et avec des moyens pacifiques, à préserver la vie dans le respect de la dignité, à restaurer l'homme dans ses capacités de choix »⁵¹.

Cette définition met en exergue 3 composantes essentielles d'une action humanitaire qui sont :

- Préserver la vie au lieu de « sauver les vies » ;
- Elle sous-entend l'action de collaboration alors que sauver les vies a une connotation de passivité et implique plus tôt une relation déséquilibrée « d'aidant » à « l'aidé ».

⁴⁸www.oxfam.org.uk 2011

⁴⁹www.actioncontrelafaim.org 2011

⁵⁰ E. FORTIER, La mort du civil dans les conflits modernes: quels rôles pour l'action humanitaire, mémoire de MAS en action humanitaire, Université de Genève ,2010/2011, p.42

⁵¹ R. BRAUMAN, C. PORTEVIN, *Penser dans l'urgence, parcours critique d'un humanitaire*, seuil, Paris, 2006, p.9

- La dignité devient dès lors l'humanaire et le caractère pacifique des moyens de l'aide humanitaire.

3.4. ELEMENTS DE BASE DES INTERVENTIONS HUMANITAIRES

Contrairement à ce qui a été vécu lors de la première grande crise humanitaire des réfugiés rwandais au Zaïre, en 1994, situation caractérisée par le manque d'expérience des acteurs tant étatique qu'humanitaire à répondre d'une façon efficace et efficiente à la crise d'une telle ampleur (plus d'un million de réfugiés qui avaient déferlés sur la ville de Goma et ses environs du 13 au 21 juillet 1994 alors que le HCR et le gouvernement zaïrois d'alors s'attendaient à 50,000 réfugiés. Cette situation avait provoqué des tragédies humaines que le monde n'avait plus connues depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

La ville de Goma était conçue pour 200,000 habitants et la source d'eau potable est le lac qui borde le sud la ville. Comme on devrait s'y attendre dans de tels contextes caractérisés par une forte concentration des populations avec des mesures d'hygiène et accès à l'eau potable limités, le pire devrait arriver. 15,000 personnes sont mortes de choléra et 80,000 ont été affectées en moins d'une semaine dès leur arrivée à Goma⁵².

3.4.1. Capitalisation de l'expérience du passé et la gestion de crise après 1997

L'expérience du passé a permis aux acteurs humanitaires de se préparer pour des crises multiples qui ont suivi l'avènement des réfugiés rwandais à Goma et ses environs. Plusieurs outils ont été développés et mis à la disposition des acteurs humanitaires. On peut citer entre autres : les normes sphères, le standard minimum pour des interventions humanitaires développés et utilisés par différents bailleurs des fonds et organisations humanitaires dans leur domaine d'intervention, la coordination humanitaire, etc.

3.4.2. Priorisation des zones d'évaluation

Les zones les plus gravement touchées par l'impact du mouvement de populations⁵³ et les moins assistées par les autres acteurs humanitaires font souvent l'objet des évaluations des besoins humanitaires. Dans le contexte de crise chronique, les acteurs humanitaires devraient

⁵² Bulletin MSF, juillet 1994

⁵³ Carte de mouvements de population en RDC, fin aout 2013 (annexe 5).

plus développer les évaluations multisectorielles pour s'assurer que tous les secteurs couvrant les besoins des populations victimes sont couverts.

Un des grands défis est la sélection des bénéficiaires de l'aide humanitaire dans un contexte où plus de 70% des déplacés vivent avec les communautés d'accueil, qui sont aussi vulnérables. Le deuxième défi est le dénombrement des bénéficiaires ; la grande question étant de savoir qui est déplacés, qui ne l'est pas et combien sont-ils ? Surtout dans le contexte de la RDC où le recensement des populations est à peine effectué par l'administration locale.

Pour y arriver, Oxfam a pu développer les critères de sélection surtout pour des activités humanitaires qui ne peuvent pas couvrir toutes les populations affectées comme la sécurité alimentaires et les moyens de subsistance ; distributions des non food items,.... Il s'agit entre autres de :

- Les nouveaux déplacés : qui se sont déplacés par suite des récents conflits (0 à 3 mois) vivant dans les camps ou les familles d'accueil ;
- Les familles d'accueil qui vivent avec les déplacés (à partir de 1 ménage et plus)
- Les femmes, filles, enfants chefs de ménages
- Les personnes âgées et à mobilités réduites.

Il est à noter que ce mécanisme d'identification développé par Oxfam est lié au processus d'identification de l'OIM, HCR et/ou des autres partenaires comme, RRMP, Comité National de Réfugiés (CNR) et les autorités locales. La condition importante est l'acceptation des déplacés par la communauté d'accueil. Trois types des bénéficiaires coexistent :

- **Les bénéficiaires déplacés** sont des personnes qui ont été forcées d'abandonner leur communauté et leurs biens suite à l'insécurité, menaces des groupes armés pour une période de 0-3 mois et sont donc contraints de vivre loin de leur communauté dans des conditions difficiles.
- **Les bénéficiaires retournés** seront définis comme des personnes qui sont rentrées dans leurs communautés de provenance après la période de fuite. Selon le critère fixé par RRMP, est retourné, toute personne n'ayant pas encore dépassée une période de 6 mois.
- **Les bénéficiaires de famille d'accueil**, sont ceux qui ont hébergé et/ou qui ont accueilli les déplacés dans leur famille et partagent les même ressources et même toit. Les bénéficiaires vivant avec des handicaps et les malades chroniques, les personnes avancées en âge seront définies dans les critères de vulnérabilité en accord avec les structures locales.

3.4.3. Principales limites à ces critères et suggestions

Ces critères ne s'appliquent pas pour les activités telles que: l'approvisionnement en Eau, la promotion d'hygiène car tout le monde devrait en bénéficier. Les acteurs humanitaires devraient encourager la participation aussi bien des populations affectées que de l'administration locale ou coutumière dans le processus d'identification et dénombrement des déplacés et avoir un sens d'observation car les effectifs/chiffres sont souvent gonflés pour pouvoir gagner plus d'aide humanitaire parce que, la ration alimentaire ou cash n'arrivent pas trop souvent.

Les résultats de ces observations seront ensuite contre-vérifiés par l'équipe d'experts humanitaires avant toute forme d'assistance, surtout l'assistance liée à la distribution de nourriture, cash ou les Non Food Items. Cette contre vérification pourrait se faire dans la mesure du possible par des visites de chaque ménage (portes à portes) et au moment approprié pour permettre d'atteindre tout le monde. C'est ici où les acteurs humanitaires devraient renforcer la capacité de Comité National pour les Réfugiés « CNR » pour qu'elle soit en mesure de bien appuyer le processus d'identification. Etant une institution étatique, elle devrait avoir la possibilité de rester plus longtemps dans des zones que les humanitaires considèrent comme insécurisées et leurs temps de séjours bien limités.

Le système actuel en place souffre des insuffisances surtout en rapport avec la question des déplacés vivant dans des familles d'accueil qui est laissée aux seules organisations humanitaires qui n'ont pas mandats et expertise. Les organisations des Nations Unies qui ont en charge ce mandat se concentrent plus sur des camps qui n'abritent que 30 % des populations affectées alors que les communautés d'accueil abritent 70% des déplacés. Le HCR se charge d'identification et enregistrement des déplacés vivant dans des camps reconnus comme tels Camps Coordination and Camp management(CCCM), pendant que OIM se charge des sites spontanés, qui ne sont pas reconnus par l'autorité locale. Ces deux structures ont comme partenaires opérationnels, la Première Urgence, l'Aide Médicale Internationale (AMI) et Danish refugee council (DRC).

Comme on peut le constater, cette approche prête à confusion surtout quant à la définition/perception des sites « spontanés » et CCCM. Il arrive parfois que les déplacés

vivants dans des sites spontanés soient privés de l'aide humanitaire sous-prétexte pour ne pas encourager la multiplication de ces camps qui ne doivent pas durer longtemps ou parce que le terrain ne leur est pas attribué. En fait, il n'y a pas de grandes différences entre ces deux types de camps. C'est plutôt l'incapacité à pouvoir atteindre à temps réel les populations affectées qui se concentrent dans une contrée bien déterminée où elles pensent être en sécurité qui est en jeu. Bien qu'on ne doive pas encourager la création de beaucoup de camps spontanés, les déplacés en pareille situation devraient bénéficier de l'aide humanitaire au même titre que les autres vivant dans les camps accrédités par le CCCM.

Même les camps CCCM font l'objet de litiges fonciers et sont parfois menacés d'expulsion par les propriétaires, y compris l'ingérence des éleveurs armés. C'est le cas des camps de Kishusha.

3.4.4. Priorisation des zones d'intervention

Ce sont des zones où les seuils d'intervention minimaux sont atteints ou dépassés (ce seuil se range entre 1- 5 par rapport à l'indicateur évalué, avec le score 5 qui représente une situation humanitaire grave ou se basant sur le nombre des populations affectées).

Pour chaque secteur, il existe un seuil d'intervention et une liste d'indicateurs à analyser et à croiser au vu d'un contexte donné (zone de déplacement/mixte/retour non durable/retour durable). Ce faisceau d'indicateurs vise à établir le degré de vulnérabilité d'une zone ou d'un groupe de populations dans un secteur précis (éducation, NFI, WASH), le degré de non-assistance de cette population et le niveau d'urgence d'une intervention. (Voir annexe pour les indicateurs).

A ce niveau, la coordination est requise pour pouvoir définir les axes et secteur d'intervention ainsi que la capacité de chaque organisation. Ce n'est que de cette façon qu'on pourrait éviter des duplications et gaspillage des ressources. Seule l'organisation ou le groupe d'organisations ayant la capacité de couvrir les besoins dans un secteur bien déterminé pourront se positionner. La tendance de certaines organisations de vouloir se positionner d'abord pour enfin chercher le financement est à décourager car elle bloque les autres organisations humanitaires qui disposent déjà des moyens à intervenir abandonnant ainsi les populations affectées sans assistance aux risques des épidémies ou autres formes de vulnérabilités.

3.4.5. Besoins des communautés affectées par une crise humanitaire

Les conflits avec violence des dernières décennies ont engendré le déplacement des populations à l'intérieur comme à l'extérieur du pays en général et de la province du Nord-Kivu en particulier. Ces populations qui vivaient et/ou vivent à 90% des activités agropastorales, ont abandonné et perdu leurs réserves alimentaires, cultures et biens de première nécessité. Ils se retrouvent ainsi démunies de leurs moyens de subsistances et dans l'obligation de vivre de la charité des familles d'accueils, des stratégies négatives de survie (réversible et irréversible) et des actions humanitaires. Plus de 70%⁵⁴ des déplacés vivent dans des familles d'accueil et deviennent une charge supplémentaires pour les ménages d'accueil; qui elles-mêmes sont déjà dans une situation de précarité structurelle. La faible couverture en eau et assainissement cause en outre des épisodes d'épidémies engendrant l'augmentation de la vulnérabilité, surtout pour les femmes enceintes, femmes chefs de ménages, les enfants de moins de 5 ans, enfants abandonnés ou orphelins, et les personnes âgées.

En RDC, selon les chiffres publiés récemment, deux personnes meurent chaque minute à cause du conflit honteusement négligé par les acteurs politiques et la communauté internationale. C'est comme si une catastrophe de l'ampleur du tsunami de l'océan Indien s'abattait sur le pays tous les six mois. Depuis 1998, plus de 5,4 millions de personnes sont mortes des suites du conflit en RDC, mais peu sont mortes dans les combats. La grande majorité a succombé à des maladies transmissibles évitables, comme le paludisme ou la diarrhée. De telles maladies sont devenues banales parce que le conflit avait dévasté les infrastructures de santé publique.

En 2010, 57% de la population n'avaient pas accès à l'eau potable et 54% n'avaient pas accès à des soins médicaux et finalement plus de 63%⁵⁵ des ménages avaient un score de consommation alimentaire pauvre.⁵⁶

⁵⁴ Selon plusieurs déplacés interviewés dans les camps des déplacés et dans les villages d'accueil, tous sont unanimes que les camps constituent le dernier recours bien qu'étant mieux servis que dans les familles d'accueil par les acteurs humanitaires. Ceci arrive du fait que de nombreux déplacés préfèrent rester non loin de leurs villages d'origine où ils pourraient de temps en temps retourner pour des récoltes et pour d'autres besoins. .

⁵⁵ (Cf. le site indiqué ci-dessus (www.rdc-humanitaire.net), rapport RRMP « 2014

⁵⁶ E. ARZOUMA BOLOGO, *Approche prospective de la crise*, novembre 2015

3.4.6. Déroulement de la crise et gestion efficace des priorités

Pendant cette phase, et en tenant compte du contexte humanitaire de l'Est de la RDC, caractérisé par des crises chroniques ; les acteurs humanitaires devraient privilégier plus l'approche participative impliquant les populations affectées et les autres acteurs locaux clés dans toutes les phases du projet. La durée du projet ainsi que les stratégies de sortie devrait être expliquées à la communauté et mises en place dès la première phase du cycle du projet pour ne pas susciter des attentes irréalisables. L'équipe d'urgence d'Oxfam estime qu'une intervention de six mois dans une zone est requise pour une réponse d'urgence alors que pour le RRMP, cette période varierait entre 1 à 3 mois.

1° Activités prioritaires et l'assistance comme un droit

Pendant l'évaluation des besoins humanitaires, la communauté affectée priorise leurs besoins de la manière suivante :

1. Accès à la nourriture et moyens de subsistance
2. Abris
3. Santé
4. Eau-Hygiène-assainissement

L'assistance consiste à « Garantir l'accès des personnes touchées par une catastrophe à une assistance impartiale, proportionnelle à leurs besoins et fournie sans discrimination ».⁵⁷ Elle est plus qu'une obligation pour les acteurs humanitaires, selon la charte humanitaire des Nations unies. Les personnes touchées par une catastrophe ont accès à l'assistance humanitaire en fonction de leurs besoins et sans discrimination. L'assistance n'est pas refusée à celles qui en ont besoin, et les agences humanitaires se doivent d'exécuter leur programme et réaliser les standards internationaux contenus dans des instruments ou références tels que : Sphère, super standard de ECHO, standard de OFDA, standard de DFID, standard de OMS, le HAP (Partenariat pour la Recevabilité Humanitaire), MR Wash pour Oxfam, etc.

Malheureusement les standards optimaux ne sont pas souvent atteints dans ce contexte de crise chronique en RDC. Beaucoup se demandent si les déplacés congolais sont des citoyens de deuxième catégorie étant donné qu'ils ne bénéficient pas d'aide humanitaire de qualité au même titre que les autres citoyens de cette planète.

⁵⁷ Eléments contenu dans la Charte humanitaire

2° La Protection

La protection vise à assurer la sécurité, la dignité et le respect des droits des personnes touchées par une catastrophe. La Charte humanitaire résume quelques-uns des droits les plus fondamentaux associés à l'intervention humanitaire : droit de vivre à l'abri de toute violence et de toute forme de coercition, et à l'abri de toute privation délibérée des moyens de survivre dans la dignité.

Cette double préoccupation conduit à quatre principes de protection de base qui doivent guider toute action humanitaire :

- Eviter d'exposer à d'autres préjudices, par vos activités, la population touchée par une catastrophe ;
- Garantir l'accès des personnes touchées par une catastrophe à une assistance impartiale, proportionnelle à leurs besoins et fournie sans discrimination ;
- Protéger la population touchée par une catastrophe contre toute souffrance physique et psychologique résultant d'actes de violence ou de coercition ;
- Aider les personnes touchées par une catastrophe à faire valoir leurs droits, à accéder aux moyens à disposition pour obtenir réparation et à se remettre des effets des abus qu'elles ont subis.

Dans le cadre des interventions humanitaires, ces quatre principes répondent aux menaces les plus graves auxquelles les populations doivent généralement faire face en temps de conflit armé ou de catastrophe et découlent du résumé des droits présentés dans la Charte humanitaire : le droit de vivre dans la dignité, le droit à l'assistance Humanitaire, et le droit à la protection et à la sécurité.⁵⁸

3° Diversités des acteurs humanitaires et coordination des moyens

Dans la seule province du Nord-Kivu, ce sont 213 Organisations nationales et locales, 101 organisations internationales qui interviennent⁵⁹ pour assister les déplacés de guerres et les populations autochtones. Parmi les éléments caractéristiques des contextes de crise, on retrouve continuellement le grand nombre et la diversité des acteurs. En général, on retrouve

⁵⁸ Projet sphère, 2013

⁵⁹ Rapport OCHA, Avril 2015.

parmi ces divers acteurs des gouvernements nationaux(la plupart du temps via des agences , ministères, armées etc.), des organisations internationales ainsi que leurs agences(ONU, Banque Mondiale, ECHO, EU, DFID, PAM, USAID, DANIDA, CIDA, AFP, DFID, Unicef, etc.)⁶⁰, des organisations nationales et humanitaires (MSF, Oxfam, CARE, Save the Children, ACF, les sociétés de la croix rouge et de croissant rouge etc.) et plusieurs acteurs collectifs/associatifs ponctuels ou permanents. Qui plus est, ces nombreux acteurs interviennent souvent selon des modalités, des moyens et standards très différents. Cet état de fait permet, du point de vue des autorités publiques et dans la perspective de gestion publique, de comparer les interventions humanitaires à des formes de partenariat public-privé, où les acteurs publics ont notamment un important rôle de modération et de médiation à jouer.

A cet égard, et selon BRUSSET⁶¹, il y aurait place à l'amélioration puisqu'ils qualifient littéralement l'aide humanitaire d'urgence de « chaotic jumble », un désordre chaotique.

Quoi qu'il en soit, il va sans dire que cet état de fait a des répercussions directes sur les démarches d'évaluation et d'exécution des projets humanitaires. D'une part, l'existence de cette multiplicité d'acteurs et d'intervention, souvent non concertées, opérant dans un contexte d'urgence où les populations sont particulièrement vulnérables et où les ressources sont rares conduisent à questionner de manière accrue l'efficacité et l'efficience des interventions. D'autre part, la multiplicité des interventions et le manque de concertation entre acteurs peuvent avoir des répercussions non seulement en matière d'évaluation, mais aussi durant la phase d'exécution puisque cela rend difficile l'attribution d'un effet à une intervention en particulier.⁶²

Dans le chapitre suivant, nous présentons les résultats de l'enquête menée auprès des acteurs humanitaires pour évaluer les réponses humanitaires face aux crises vécues à Goma et ses environs.

⁶⁰ USAID: Us agency for international development; DANIDA: Danish International Development Agency, CIDA: Canadian International development Agency; AFD: Agence française de développement

⁶¹ BRUSSET, E., COSGRAVE, J., & MACDONALD, W. Real-time evaluation in Humanitarian emergencies . New directions for Evaluation, 2010, p.13

⁶² J-F. BELANGER, Evaluation en contexte de crise humanitaire, mémoire, p.27

4. ENQUETES ET RESULTATS

Ce point présente essentiellement les matériels et méthodes ainsi que les résultats de l'enquête sur les réponses humanitaires à Goma et ses environs. Il s'agit de l'évaluation faite par les agents œuvrant dans les organisations humanitaires sur l'adéquation entre les réponses humanitaires et les conséquences des conflits et crises ; ensuite sur les interférences et actions synergiques des acteurs sur le terrain. Avant de procéder à une discussion des résultats. Ce point traite également de l'évaluation de la pertinence, l'efficacité et la durabilité des réponses humanitaires.

4.1. MATERIELS ET METHODES

Les considérations méthodologiques dans cette partie prennent en compte la population d'enquête et l'échantillonnage, l'instrument de récolte des données et l'opération principale d'appréhension du réel.

4.1.1. Population d'enquête et échantillonnage

Deux aspects sont mis en exergue dans ce paragraphe, la population d'enquête ou l'univers de notre étude et l'échantillonnage.

1° Population d'enquête

Les organisations et les acteurs intervenant dans le secteur humanitaire constituent la population de cette étude. Trois groupes semblent dominants dans ce monde, les organisations des nations unies, les organisations non gouvernementales internationales, les organisations nationales et les organisations non gouvernementales locales. Pour le cas de la ville de Goma et ses environs, les chiffres précis ne sont pas disponibles. Cependant, plus de 200 organisations humanitaires opèrent à Goma et ses environs et en leur sein travaillent plusieurs acteurs en termes d'agents qui vont être les principaux sujets de cette étude.

2° échantillonnage

Un échantillon de 229 agents et travailleurs des organisations humanitaires a été tiré sur la base d'un échantillonnage proportionnel et stratifié. Trois cent protocoles ont été produits et distribués sur le terrain en raison de 75 protocoles⁶³ par catégorie (organisations des Nations

⁶³ Cette répartition prend en compte les quatre groupes d'organisations opérant dans le monde humanitaire :

Unies, organisations non gouvernementales internationales, organisations non gouvernementales nationales et les organisations non gouvernementales locales)⁶⁴. La mortalité expérimentale a été de 23,67% soit soixante-onze protocoles non retournés.

4.1.2. Instrument de récolte des données

Le questionnaire d'enquête (Annexe 2) est composé de 19 questions essentiellement à éventail ou modalités de réponses⁶⁵. Une subdivision des ces questions a été faite en quatre parties essentielles : l'identification de l'enquêté ou les questions relatives aux variables personnelles et professionnelles, les questions relatives à l'adéquation entre les réponses humanitaires et conflits armés, les interférences et synergies des acteurs dans la mise en œuvre des interventions et enfin, une évaluation de la pertinence, de l'efficacité et de la durabilité des réponses humanitaires. L'enquête s'est déroulée au mois d'octobre 2015.

Ainsi, les informations recherchées par cette enquête tournent autour de trois orientations :

- La mise en relation entre les réponses humanitaires et les conflits ; l'Adéquation, l'appropriation et le respect des standards ;
- La présentation des mécanismes de coordination et les contraintes majeures dans la mise en œuvre des actions humanitaires ;
- L'évaluation des besoins humanitaires (adaptation et couverture des besoins), la suffisance des moyens, la gestion rationnelle des moyens, l'atteinte des objectifs, l'amortissement de choc et les stratégies de sortie ;

Le tout en vue de contribuer la l'amélioration de réponses humanitaires dans le pays en conflits a répétition

Pour récolter et analyser les données, cette étude a combiné les techniques d'interview avec les personnes ressources dans les camps de déplacés, de focus groups et les techniques documentaires : revue historique. Notre expérience de terrain dans le monde humanitaire pendant plus de 15 ans a aussi été d'une grande utilité (observation participante). Les

organisations des nations unies, organisations internationales, organisations nationales et organisations locales.

⁶⁴ Les organisations qui ont participé à l'enquête : CICR, OMS, Mercy corps, MSF, PAM, UNICEF, OXFAM, CARITAS, DRC, FAO, NRC, IRC, Tearfund, COOPI, HOWFAR, Save The children, AAP, JOHANNITER, CRS, DON BOSCO, NETRESSE, ICCN, CBCA, DFJ, AIDES, ACODES, CODESPA, JRS, IEDA, AMATU, APEDEV, ASAD, AVSI et MONUSCO et autres ASBL.

⁶⁵ Il s'agit des questions semi ouvertes ou fermées avec un nombre de modalités de réponses proposées parmi lesquelles le répondant choisit une qui correspond à son opinion. Lire à ce sujet M-L GAVARD-PERRET, D. GOTTELEND, CH. HAON et A. JOLIBERT (sous dir.), *Méthodologie de la recherche en sciences de gestion, réussir son mémoire ou sa thèse*, 2^{ème} Ed. Pearson, Montreuil, 2012, pp. 132-134

fréquences et le calcul du score moyen au finish dominant les aspects statistiques privilégiés dans la dernière phase de cette analyse surtout pour les données de l'enquête. L'analyse a été effectuée par le logiciel statistique SPSS 17.0.

4.1.3. Méthode proprement dite

Ce travail fait appel aux mécanismes de fonctionnement du système humanitaire dans les situations de crises aiguës concernant leurs capacités d'adaptation aux milieux, leur fonction intégrative, leur fonction de poursuite des buts ultimes à travers la pertinence des besoins humanitaires à satisfaire et leur considération des normes et valeurs dans les missions humanitaires surtout concernant la durabilité et la capacité de résilience des différentes actions menées. Cette analyse est ainsi systémique et se fonde essentiellement sur le modèle de Talcott PARSONS⁶⁶. Ce modèle appelé AGIL présente le système général de l'action en quatre sous systèmes : l'Adaptation ; qui correspond à la capacité du système à s'adapter à son environnement et donc au sous-système économique ; la poursuite des buts ou « Goal reached » qui correspond aux activités politiques ou sous-système politique ; l'Intégration, qui traduit la phase des activités sociales sous-système biologique et le Latence, phase des activités culturelles liées aux valeurs, normes et idéologies et correspondant au sous-système culturel.

4.2. RESULTATS PROPREMENT DITS

Les résultats proprement dits s'articulent autour des quatre points ; les résultats relatifs aux variables personnelles et professionnelles, l'adéquation entre les réponses humanitaires et les conflits à l'Est, les interférences et la synergie entre acteurs humanitaires : mise en œuvre et la pertinence, l'efficacité et la durabilité des réponses humanitaires

4.2.1. Résultats relatifs aux variables personnelles et professionnelles

Concernant ces variables, l'étude a pris en compte le sexe, la fonction occupée, l'âge professionnel, la tranche d'âge des répondants, la catégorie d'organisation d'appartenance et le principal domaine d'intervention. Celles-ci pourraient avoir une certaine incidence sur les éléments de réponse fournis.

⁶⁶ M. GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, 11^{ème} Ed., Paris, Dalloz, 2001. p. 437.

1° Sexe et fonctions occupées

A. Sexe

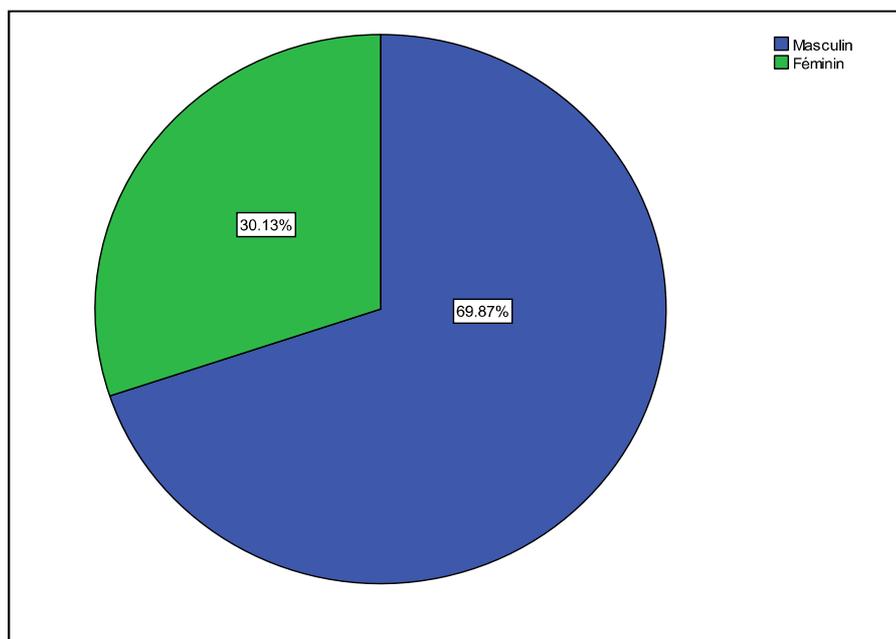


Fig. 2. Répartition des acteurs humanitaires enquêtés selon le sexe

Cette figure montre que la composition de nos enquêtés est de 30,13% de sexe féminin et 69,87% de sexe masculin. La majeure partie des sujets est masculine. En matière du travail, les femmes restent toujours minoritaires et cela, même dans le monde humanitaire. La Fig.3. suivante présente les enquêtés selon les fonctions occupées.

B. Fonctions occupées

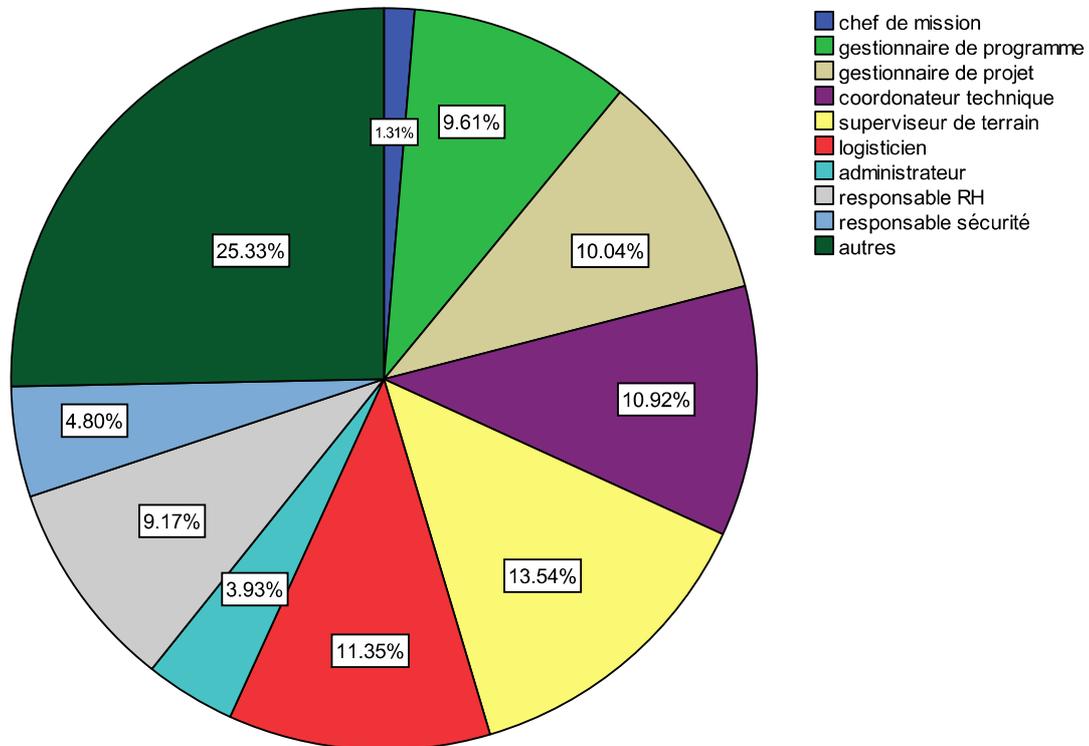


Fig.3. Répartition des enquêtés selon la fonction occupée actuellement dans le monde humanitaire.

La figure 3 donne la répartition des enquêtés selon les fonctions occupées dans les organisations humanitaires. Cette variable peut influencer les réponses selon que l'on appartienne ou non aux hommes de terrain ou de bureau. Il y a lieu de noter que l'enquête a interrogé les chefs de mission 1,31%, les gestionnaires des programmes 9,61%, les gestionnaires de projets 10,04%, les coordonnateurs techniques 10,92%, les superviseurs de terrain 13,54%, les logisticiens 11,35% , les administrateurs 3,93%, les responsables de Ressources Humaines 9,17%, les responsable de sécurité 4,80% et les autres fonctions 25,33%⁶⁷. La variable tranche d'âge est ci-dessous présentée dans le tableau 4.1.

⁶⁷ Autres fonctions : Moniteur agricole, chargé des missions, des évaluations, de la protection, responsables des finances, comptables, chargés de transport, de communication, du volet psychologique, du monitoring, éducation officer, sensibilisateurs, assistantes sociales, officiers DDRRR, technicien de laboratoire, point focal, ...

2° Tranche d'âge

Tableau 4.1. Répartition des enquêtés selon les tranches d'âge par sexe

| Sexe Age En années | Masculin | | Féminin | | Total | |
|--------------------------|------------|--------------|-----------|--------------|------------|---------------|
| | f | % | f | % | f | % |
| 18 à 25 | 10 | 4.37 | 9 | 3.93 | 19 | 8.30 |
| 26 à 33. | 50 | 21.83 | 31 | 13.54 | 81 | 35.37 |
| 34 à 41 | 56 | 24.45 | 19 | 8.30 | 75 | 32.75 |
| 42 à 49 | 26 | 11.35 | 8 | 3.49 | 34 | 14.85 |
| 50 à 57 | 10 | 4.37 | 1 | 0.44 | 11 | 4.80 |
| 58 à 65 | 8 | 3.49 | 1 | 0.44 | 9 | 3.93 |
| Total | 160 | 69.87 | 69 | 30.13 | 229 | 100.00 |

Le tableau 4.1 donne la répartition des enquêtés selon les deux sexes par tranche d'âges : 8,30% sont dans la tranche comprise entre 18 et 25ans ; 35,37%, sont dans la tranche comprise entre 26 et 33 ans ; 32,75% sont situés dans la tranche de 34 à 41 ans. 14,85% sont dans la tranche de 42 à 49 ans. La grande partie des enquêtés est composée des jeunes adultes compris entre 26 et 49 ans soit 82,97%. Ceci montre que rare sont les personnels très jeunes et ceux qui approchent l'âge de la retraite. Ils proviennent essentiellement des deux organisations non gouvernementales, internationales et nationales comme cela est présenté dans la Fig. 3 ci-dessous :

3° Catégories d'organisations d'appartenance

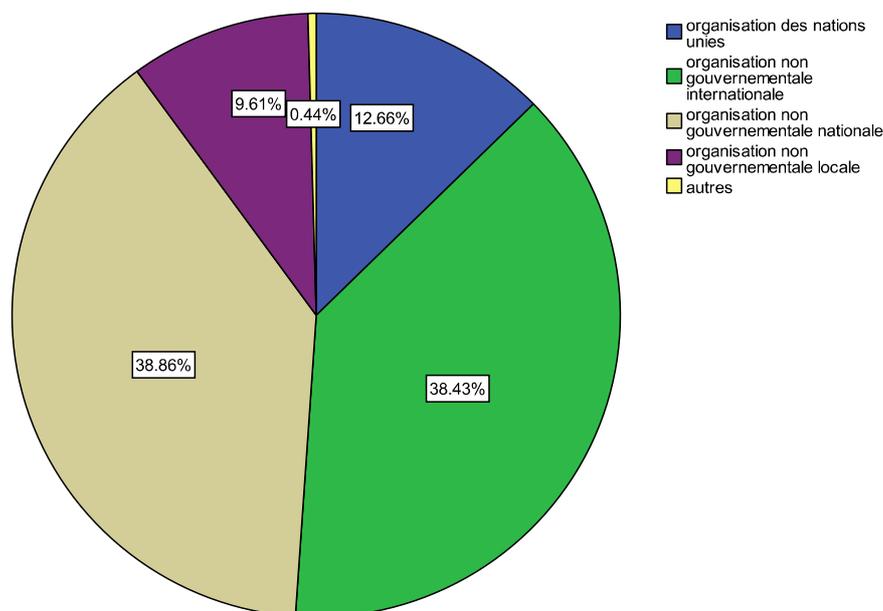


Fig. 4 Répartition des humanitaires enquêtés par catégorie d'organisations d'appartenance

La figure 3 montre que les enquêtés sont essentiellement repartis dans quatre organisations. 12,66% sont membres des organisations des Nations Unies, 38,43% proviennent des organisations internationales, alors que 38,86% viennent des organisations non gouvernementales nationales. Très peu sont des organisations locales 9,61% et d'autres organisations 0,44%. Ceci montre que jusqu'ici l'humanitaire reste dominé par les acteurs internationaux.

L'enquête s'est intéressée aussi aux domaines d'intervention des acteurs que cette étude présente dans le paragraphe ci-après.

4° Domaines d'intervention des acteurs de l'humanitaire

Les domaines d'intervention sont diversifiés et les enquêtés s'y répartissent différemment (Figure 5 ci-dessous) avec une dominance dans les thèmes transversaux, protection, genre et VIH/SIDA, 18,78% ; d'autres domaines prennent 17,47% et ceux qui ont cité deux ou

plusieurs domaines représentent 17,03⁶⁸. Ils sont suivis par les acteurs œuvrant dans les standards associés que sont : « éducation et autres moyens de subsistance » 13,54%, la sécurité alimentaire, aide alimentaire et nutrition 10,04%, la santé 9,61%, eau hygiène et assainissement 8,73%, et pour les abris, habitats et autres articles non alimentaires, les NFI 4,37%.

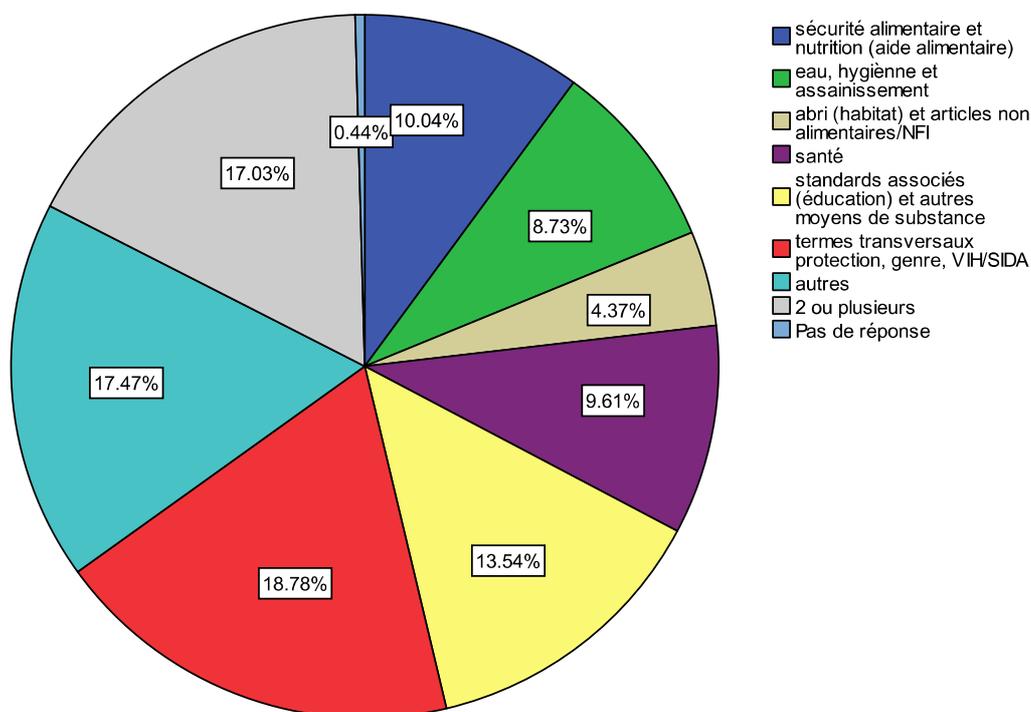


Fig. 5. Répartition des enquêtés selon les domaines d'intervention dans le monde humanitaire

La seconde partie de cette présentation des résultats est consacrée aux éléments relatifs à l'adéquation entre les réponses humanitaires et l'intensité des crises et conflits dans cette partie de la région des grands lacs africains, particulièrement dans la ville de Goma et ses environs.

4.2.2. Adéquation entre les réponses humanitaires et les conflits à l'Est

Cette adéquation prend en compte la reconnaissance de la relation entre le poids de réponses humanitaires et l'intensité des conflits dans ses conséquences, les domaines ayant reçu une réponse appropriée, le respect du temps ou l'arrivée à temps opportun des interventions et le

⁶⁸ Autres domaines cités : urgence, logistique, protection de l'enfance, SGBV, GBV, promotion du leadership, enregistrement des IDPs, justice, humanitarian capacity building, transport, communication,

respect des standards internationaux lors des interventions.

1° Reconnaissance de l'adéquation entre réponse humanitaire et conflits

Cette reconnaissance consiste à se prononcer sur le fait que les réponses humanitaires aux crises vécu à Goma et ses environs étaient appropriées, adéquates et adaptées. Les opinions des enquêtés sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4.2. Adéquation entre réponses humanitaires face aux crises et conflits

| Position | Nations Unies | Internationales | Nationales | Locales | Autres | Total | Pourcentage |
|----------|---------------|-----------------|------------|-----------|----------|------------|-------------|
| | f | f | f | f | f | F | % |
| Oui | 13 | 62 | 57 | 9 | 0 | 141 | 61.57 |
| Non | 16 | 23 | 32 | 12 | 1 | 84 | 36.68 |
| Indécis | 0 | 3 | 0 | 1 | 0 | 4 | 1.75 |
| Total | 29 | 88 | 89 | 22 | 1 | 229 | 100 |

Il ressort du tableau 4.2 61,57% des enquêtés estiment que les réponses humanitaires apportées aux crises et conflits sont appropriées dans le sens de l'adéquation et d'adaptation. Ceux pour qui les réponses ne sont ni appropriées, ni adéquates, ni adaptées sont à 36,68%. 1,75% restent indécis. Les domaines ayant reçu une réponse appropriée sont représentés dans le tableau ci-dessous qui en donne la ventilation selon les sujets d'enquête.

2° Domaines ayant reçu une réponse appropriée

Ce point donne les différents domaines dans lesquels cette réponse serait **appropriée** par rapport aux domaines retenus et selon les organisations. Il s'agit de :

1. Sécurité alimentaire, aide alimentaire et nutrition
2. Eau, hygiène et assainissement
3. Abris, habitats et autres articles non alimentaires, les NFI
4. Santé
5. standards associés éducation et autres moyens de subsistance
6. Termes transversaux, protection, genre et VIH/SIDA
7. Aucune n'a reçu de réponse appropriée.

8. 2 ou plusieurs
9. Pas de réponses ou indécis

Tableau 4.3. Les domaines ayant reçu une réponse appropriée selon les enquêtés

| Domaines | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | Total | Percentage |
|------------------------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|------------|--------------|
| Organisations et ONG. | f | f | f | f | f | f | f | f | F | f | % |
| Nations Unies | 6 | 4 | 0 | 3 | 3 | 6 | 5 | 2 | 0 | 29 | 12.66 |
| Internationales | 12 | 15 | 6 | 8 | 19 | 15 | 9 | 2 | 2 | 88 | 38.43 |
| Nationales | 13 | 11 | 4 | 11 | 10 | 17 | 19 | 4 | 0 | 89 | 38.86 |
| Locales | 2 | 2 | 0 | 1 | 7 | 2 | 6 | 2 | 0 | 22 | 9.61 |
| Autres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0.44 |
| Total | 33 | 32 | 10 | 23 | 39 | 40 | 40 | 10 | 2 | 229 | 100 |
| % | 14.41 | 13.97 | 4.37 | 10.04 | 17.03 | 17.47 | 17.47 | 4.37 | 0.87 | 100 | |

Légende : 1. Sécurité alimentaire, aide alimentaire et nutrition 2. Eau, hygiène et assainissement 3. Abris, habitats et autres articles non alimentaires, les NFI 4. Santé 5. Standards associés éducation et autres moyens de subsistance 6. Termes transversaux, protection, genre et VIH/SIDA 7. Aucune n'a reçu de réponse appropriée. 8. deux ou plusieurs 9. Pas de réponses ou indécis

Cette répartition s'établit selon les types d'organisations et le secteur qui a le plus été soutenu. Ceux qui, selon les sujets d'enquêtes, ont le plus été soutenus sont les « standards associés éducation et autres moyens de subsistance » à 17,03%, les termes transversaux, protection, genre et VIH/SIDA 17,47% et aucune n'a reçu de réponse appropriée 17,47%. Les autres types et secteurs prennent les proportions suivantes 14,41% pour la sécurité alimentaire, aide alimentaire et nutrition, 13,97% pour l'eau, hygiène et assainissement, et 10,04% concernant la santé. Les autres prennent une faible proportion inférieure à 5%. Le paragraphe suivant traite de l'arrivée à temps opportun des interventions.

3° Respect du temps ou arrivée à temps opportun des interventions

Dans ce point, les enquêtés se prononcent sur l'arrivée des interventions à temps opportun

pour répondre aux crises humanitaires dans la région.

Tableau 4.4. Position des enquêtés sur l'arrivée à temps ou non des interventions

| Position | f | % |
|----------------|-----|-------|
| Oui | 83 | 36.24 |
| Non | 144 | 62.88 |
| Pas de réponse | 2 | 0.88 |
| Total | 229 | 100.0 |

Il ressort de ce tableau que les interventions n'arrivent pas à temps lors des différentes opérations humanitaires comme l'affirment 62,88% des personnes enquêtées, contre 36,24% qui pensent que les aides parviennent aux vulnérables à temps. Le tableau 4.5 donne les raisons qui seraient à l'origine de ce retard dans les interventions.

Tableau 4.5. Raisons pouvant justifier le retard dans les interventions humanitaires

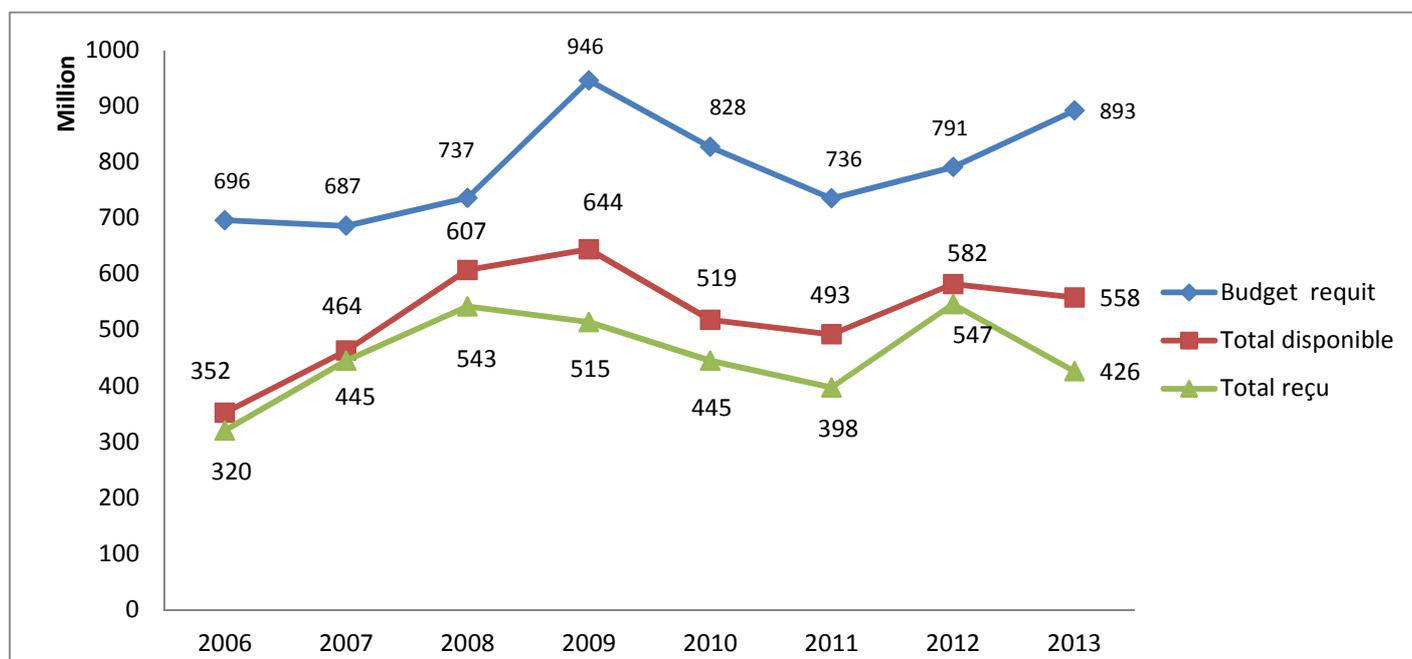
| N° | Raisons évoquées | f | % |
|--------------|--|------------|------------|
| 1 | Problèmes de mobilisation des ressources | 51 | 35,42 |
| 2 | Contraintes d'accessibilités | 34 | 23,61 |
| 3 | Contraintes administratives | 24 | 16,67 |
| 4 | Autres contraintes | 5 | 03,47 |
| 5 | 2 ou plusieurs de ces contraintes | 30 | 20,83 |
| TOTAL | | 144 | 100 |

Les problèmes de mobilisation des ressources et les contraintes d'accessibilité sont dominants à côté des contraintes administratives. Ceci reflète les contraintes de mobilisations des ressources telles que stipulées dans le plan d'action humanitaires de la RDC 2015, p. 23 et représentées dans le tableau ci-dessous :

HISTORIQUES DES BUDGETS ET FINANCEMENTS EN rdc

SOURCE fts,07/10/2013

| Année | Budget | | Données FTS | | | | | contributions | |
|-------|-------------|--------------|--------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----|-------------------|-----|
| | original | Révisé final | Carry over A | Contributions directes B | Contributions au Pooled Fund C | Total disponible D=a+B+C | % | Total reçu: F=B+C | % |
| 2000 | 71.363.897 | 37.039.207 | 1.337.000 | 11.772.710 | 0 | 13.109.710 | 35% | 11.772.710 | 32% |
| 2001 | 139.464.891 | 122.856.090 | 0 | 83.132.706 | 0 | 83.132.706 | 68% | 83.132.706 | 68% |
| 2002 | 194.140.365 | 202.201.192 | 0 | 98.431.642 | 0 | 98.431.642 | 49% | 98.431.642 | 49% |
| 2003 | 268.645.326 | 229.401.473 | 0 | 108.171.010 | 0 | 108.171.010 | 47% | 108.171.010 | 47% |
| 2004 | 187.094.868 | 162.602.463 | 0 | 118.811.355 | 0 | 118.811.355 | 73% | 118.811.355 | 73% |
| 2005 | 185.394.640 | 219.757.245 | 13.367 | 139.958.094 | 0 | 139.971.461 | 64% | 139.958.094 | 64% |
| 2006 | 644.929.808 | 696.024.728 | 32.034.475 | 227.900.127 | 92.253.667 | 352.188.035 | 51% | 320.153.994 | 46% |
| 2007 | 686.591.107 | 687.591.107 | 18.733.128 | 327.296.475 | 117.768.432 | 463.818.035 | 68% | 445.084.907 | 65% |
| 2008 | 575.654.173 | 736.511.765 | 64.498.525 | 399.888.084 | 142.878.180 | 607.264.789 | 82% | 542.766.264 | 74% |
| 2009 | 831.005.682 | 946.252.242 | 129.763.566 | 405.078.175 | 109.559.936 | 644.401.677 | 68% | 514.638.111 | 54% |
| 2010 | 827.616.628 | 827.616.628 | 73.803.393 | 357.975.562 | 87.170.995 | 518.949.950 | 63% | 445.146.557 | 54% |
| 2011 | 719.289.671 | 735.754.098 | 94.901.046 | 299.489.871 | 98.246.452 | 492.637.369 | 67% | 397.736.323 | 54% |
| 2012 | 718.555.610 | 791.331.026 | 35.094.936 | 456.126.431 | 90.807.968 | 582.029.335 | 74% | 546.934.399 | 69% |
| 2013 | 892.643.970 | 892.643.970 | 132.298.606 | 379.351.518 | 46.711.950 | 558.362.074 | 63% | 426.063.468 | 48% |



Dans ces tableau et figure, se trouve retracée l'historique des budgets et des financements selon les différentes contributions (carry over, contributions directes, contributions au pooled

fund et le total reçu pour les contributions). La figure représente en particulier, pour la période de 2006 à 2013, l'évolution en millions de dollars, du budget requis, du total disponible et du total reçu. Le total reçu, pour l'année 2013, fut de 426 millions de dollars alors que le budget requis était de 893 millions.

Dans les tableaux suivants nous traitons du respect des standards dans les différents domaines lors des interventions.

4° Respect des standards internationaux lors des interventions

Il existe des standards que les acteurs humanitaires doivent respecter lors de leurs interventions et les tableaux 4.6 et 4.7 présentent la position des acteurs et les domaines où le non-respect est notoire.

Tableau 4.6. Position sur le respect des standards internationaux lors des interventions

| Organisations | Oui | Non | Indécis | Total |
|-----------------|--------------|--------------|-------------|------------|
| | F | F | F | F |
| Nations Unies | 15 | 14 | 0 | 29 |
| Internationales | 57 | 29 | 2 | 88 |
| Nationales | 62 | 26 | 1 | 89 |
| Locales | 12 | 9 | 1 | 22 |
| Autres | 0 | 1 | 0 | 1 |
| Total | 146 | 79 | 4 | 229 |
| % | 63.76 | 34.50 | 1.75 | 100 |

S'agissant du respect des standards internationaux dans les interventions, le tableau 4.6 montre que celui-ci existe et est respecté selon les enquêtes. 63,76% ont noté ce respect contre 34,50%. C'est surtout les acteurs des organisations internationales et des organisations nationales qui ont remarqué cette performance. Dans quels domaines les standards n'ont pas été respectés, les réponses sont fournies dans le tableau 4.7 ci-dessous :

Tableau 4.7. Domaines où les standards n'ont pas été respectés

| N° | Domaines aux standards non respectés | f | % |
|--------------|--|-----------|------------|
| 1 | Sécurité alimentaire, aide alimentaire et nutrition | 11 | 13,92 |
| 2 | Eau, hygiène et assainissement | 10 | 12,66 |
| 3 | Abris, habitats et autres articles non alimentaires, les NFI | 9 | 11,39 |
| 4 | Santé | 5 | 06,33 |
| 5 | Standards associés éducation et autres moyens de subsistance | 17 | 21,52 |
| 6 | Termes transversaux, protection, genre et VIH/SIDA | 17 | 21,52 |
| 7 | 2 ou Plusieurs | 2 | 2,53 |
| 8 | Autres ⁶⁹ | 8 | 10,13 |
| Total | | 79 | 100 |

Les standards ne sont que peu respectés dans les quatre domaines suivants : standards associés, éducation et autres moyens de subsistance, 21,52% ; termes transversaux, protection, genre et VIH/SIDA, 21,52% ; sécurité alimentaire, aide alimentaire et nutrition, 13,92% ; eau, hygiène et assainissement, 12,66%. Comment les acteurs mettent-ils en œuvre les interférences et la synergie des acteurs ?

4.2.3. Interférences et synergie entre acteurs humanitaires : mise en œuvre

Les interférences et la synergie entre acteurs et organisations humanitaires portent sur la connaissance des mécanismes de coordination humanitaire, les principales contraintes dans ce secteur et les voies et moyens pour résoudre ces problèmes.

⁶⁹ Autres domaines où les standards ne sont pas respectés : tous les domaines, mélange de santé, hygiène, assainissement, alimentation, éducation et sécurité, paix et justice, sécurisation des parcs,...

1° Connaissance des mécanismes de coordination humanitaire

Tableau 4.8. Acteurs au courant des mécanismes de coordination des actions humanitaires

| Fonction | Position | | | Total |
|---------------------------|--------------|--------------|----------------|------------|
| | Oui | Non | Pas de réponse | |
| Chef de mission | 0 | 3 | 0 | 3 |
| Gestionnaire de programme | 13 | 9 | 0 | 22 |
| Gestionnaire de projet | 13 | 8 | 2 | 23 |
| Coordonateur technique | 17 | 8 | 0 | 25 |
| Superviseur de terrain | 7 | 23 | 1 | 31 |
| Logisticien | 10 | 16 | 0 | 26 |
| Administrateur | 4 | 5 | 0 | 9 |
| Responsable RH | 4 | 17 | 0 | 21 |
| Responsable sécurité | 1 | 10 | 0 | 11 |
| Autres | 17 | 41 | 0 | 58 |
| Total | 86 | 140 | 3 | 229 |
| % | 37.55 | 61.14 | 1.31 | 100 |

Le tableau 4.10 présente la répartition de nos enquêtés selon leurs positions concernant le fait d'être ou non au courant des mécanismes de coordination des actions humanitaires en vigueur au Nord-Kivu. 61,14% affirment n'être pas au courant de ces mécanismes contre 37,55% qui en sont informés. Les catégories les mieux au courant sont les coordonnateurs techniques, les gestionnaires de programmes, les coordonnateurs des projets et les logisticiens. Les mécanismes les plus connus sont les clusters, OCHA, les concertations entre eux et les autres.

2° Principales contraintes et voies de résolution

A. Principales contraintes ou obstacles rencontrés

Tableau 4.9. Contraintes ou obstacles vécus au cours de sa carrière professionnelle

| N° | Contrainte | Position | | Rien | Total |
|--------------|---|--------------|--------------|--------------|-------------|
| | | Oui | Non | signalé | |
| 1 | Les acteurs se disputent une cible | 145 | 79 | 5 | 229 |
| 2 | Les acteurs se bousculent dans une même zone d'intervention | 148 | 75 | 6 | 229 |
| 3 | Divergence sur les approches d'intervention | 137 | 82 | 10 | 229 |
| 4 | Gaspillage des ressources | 116 | 101 | 12 | 229 |
| 5 | Confusion au sein de la communauté à cause des divergences d'approches et des valeurs | 130 | 88 | 11 | 229 |
| 6 | Confusion des acteurs n'ayant pas le mandat humanitaire (MONUSCO, FARDC et police) | 127 | 93 | 9 | 229 |
| 7 | Autres | 13 | 49 | 167 | 229 |
| TOTAL | | 816 | 567 | 220 | 1603 |
| % | | 50.90 | 35.37 | 13.73 | 100 |

A la question de savoir si les acteurs ont déjà vécu dans leurs carrières certaines contraintes ou obstacles; les fréquences se répartissent dans le Tableau ci-dessus avec plus de 50% qui reconnaissent avoir vécu tous ces problèmes. Les acteurs se bousculent dans une même zone d'intervention, ils se disputent les cibles, les divergences entre les approches d'intervention suivent les confusions au sein de la communauté à cause des divergences d'approches et des valeurs ainsi que celles créées par des acteurs n'ayant pas le mandat humanitaire (MONUSCO, FARDC et police). Ces contraintes pourraient influencer négativement sur l'efficacité des réponses humanitaires.

Voulant connaître les moyens utilisés par les acteurs humanitaires lorsque les problèmes de coordination se posent, les enquêtés se sont prononcés comme cela ressort du Tableau 4. 12 dans le point relatif aux voies et moyens.

B. Voies de résolution des problèmes de coordination

Tableau 4.10. Les voies de résolution des problèmes de coordination sur terrain

| Moyens /Acteurs | nous nous concertons sur terrain | nous recourons au cluster | nous recourons à OCHA | Autres | 2 ou plusieurs | Pas de réponse | Total |
|---------------------------|----------------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|----------------|----------------|------------|
| Chef de mission | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Gestionnaire de programme | 5 | 8 | 1 | 0 | 8 | 0 | 22 |
| Gestionnaire de projet | 9 | 1 | 3 | 0 | 10 | 0 | 23 |
| Coordonnateur technique | 5 | 5 | 9 | 1 | 4 | 1 | 25 |
| Superviseur de terrain | 13 | 8 | 2 | 1 | 6 | 1 | 31 |
| Logisticien | 8 | 6 | 7 | 0 | 5 | 0 | 26 |
| Administrateur | 4 | 0 | 2 | 0 | 3 | 0 | 9 |
| Responsable RH | 14 | 3 | 1 | 0 | 1 | 2 | 21 |
| Responsablesécurité | 5 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 11 |
| Autres | 29 | 13 | 5 | 7 | 2 | 2 | 58 |
| Total | 93 | 51 | 30 | 9 | 40 | 6 | 229 |
| % | 40.61 | 22.27 | 13.10 | 3.93 | 17.47 | 2.62 | 100 |

La voie ou le moyen le plus utilisé pour résoudre les problèmes de coordination entre les acteurs est la concertation entre acteurs **40.61%**. Ce mécanisme est suivi par les clusters **22.27%** qui à son tour est suivi par la combinaison de deux ou plusieurs voies de résolution **17.47%**. Les acteurs recourent à Ocha dans une proportion de **13,10%**.

L'étude s'est aussi attelée à organiser une évaluation des réponses humanitaires sur trois axes principaux comme il en est de ce sous point.

4.2.4. Pertinence, efficacité et durabilité des réponses humanitaires

L'évaluation effectuée prend en compte la pertinence, l'efficacité et la durabilité ; cette première dimension intègre deux critères à savoir : l'adaptation au besoin de la population et la couverture des besoins de la population cible. La deuxième dimension évalue trois critères, la suffisance des moyens mobilisés, la gestion rationnelle des moyens et l'atteinte des objectifs. Enfin, la durabilité revient sur l'appropriation des réponses par les bénéficiaires, l'amortissement des chocs, l'adaptation et les stratégies de sortie. Pour toute l'évaluation l'échelle est simple, les évaluateurs apprécient et donnent une cote, soit Très Bien, Bien, Moyen, Médiocre ou Mauvaise.

1° Evaluation de la pertinence

Tableau 4.11. Adaptation et couverture des besoins des populations cibles

| Appréciation | Adaptation/ besoins | | Couverture/ besoins | | Total | |
|--------------|---------------------|--------------|---------------------|--------------|------------|---------------|
| | F | % | F | % | F | % |
| Très Bien | 20 | 4.37 | 14 | 3.06 | 34 | 7.42 |
| Bien | 94 | 20.52 | 59 | 12.88 | 153 | 33.41 |
| Moyen | 88 | 19.21 | 110 | 24.02 | 198 | 43.23 |
| Médiocre | 18 | 3.93 | 36 | 7.86 | 54 | 11.79 |
| Mauvais | 9 | 1.97 | 10 | 2.18 | 19 | 4.15 |
| Total | 229 | 50.00 | 229 | 50.00 | 458 | 100.00 |

Ce tableau montre que sur l'ensemble des appréciations effectuées sur les deux sous-dimensions de la pertinence, les cotes bien et moyen occupent la bonne place avec respectivement 33, 41% et 43, 23%.

2° Evaluation de l'efficacité

Tableau 4.12. Evaluation de l'efficacité

| Appréciation | Moyens mobilisés | | Gestion des moyens | | Atteinte des objectifs | | Total | |
|--------------|------------------|--------------|--------------------|--------------|------------------------|--------------|------------|---------------|
| | F | % | F | % | F | % | F | % |
| Très Bien | 17 | 2.47 | 16 | 2.33 | 11 | 1.60 | 44 | 6.40 |
| Bien | 64 | 9.32 | 67 | 9.75 | 76 | 11.06 | 207 | 30.13 |
| Moyen | 104 | 15.14 | 86 | 12.52 | 105 | 15.28 | 295 | 42.94 |
| Médiocre | 36 | 5.24 | 41 | 5.97 | 28 | 4.08 | 105 | 15.28 |
| Mauvais | 8 | 1.16 | 19 | 2.77 | 9 | 1.31 | 36 | 5.24 |
| Total | 229 | 33.33 | 229 | 33.33 | 229 | 33.33 | 687 | 100.00 |

Le pourcentage obtenu pour l'efficacité concernant les trois sous-dimensions est de 42,94% pour la cote moyenne, 30,13% pour la cote bien et 15,28% pour la cote médiocre. Cette évaluation montrerait que généralement l'efficacité est bien cotée.

3° Evaluation de la durabilité

Tableau 4.13. Evaluation de la durabilité

| Appréciation | Appropriation/bénéficiaires | | Amortissements/chocs | | Stratégies de sortie | | Total | |
|--------------|-----------------------------|--------------|----------------------|--------------|----------------------|--------------|------------|---------------|
| | F | % | f | % | f | % | F | % |
| Très Bien | 9 | 1.31 | 6 | 0.87 | 16 | 2.33 | 31 | 4.51 |
| Bien | 79 | 11.50 | 56 | 8.15 | 74 | 10.77 | 209 | 30.42 |
| Moyen | 107 | 15.57 | 122 | 17.76 | 68 | 9.90 | 297 | 43.23 |
| Médiocre | 26 | 3.78 | 36 | 5.24 | 47 | 6.84 | 109 | 15.87 |
| Mauvais | 8 | 1.16 | 9 | 1.31 | 24 | 3.49 | 41 | 5.97 |
| Total | 229 | 33.33 | 229 | 33.33 | 229 | 33.33 | 687 | 100.00 |

Concernant la durabilité, la cote moyenne prend à elle seule 43,23%, la cote bien 30,42% et la

cote médiocre 15,87%. Cependant, dans ce tableau les proportions de la durabilité semblent plus faibles comparativement aux cotes des deux autres dimensions évaluées. Ci-dessous présentée, la présentation globale qui note aussi cette tendance à la cotation moyenne des réponses humanitaires.

4° Evaluation globale

Tableau 4.14. Pertinence, efficacité et durabilité

| Appréciation | Pertinence | | Efficacité | | Durabilité | | Total | |
|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|---------------|
| | f | % | F | % | f | % | f | % |
| Très Bien | 7.42 | 2.47 | 6.4 | 2.13 | 4.51 | 1.50 | 18.33 | 6.11 |
| Bien | 33.41 | 11.14 | 30.13 | 10.04 | 30.42 | 10.14 | 93.96 | 31.32 |
| Moyen | 43.23 | 14.41 | 42.94 | 14.31 | 43.23 | 14.41 | 129.4 | 43.13 |
| Médiocre | 11.79 | 3.93 | 15.28 | 5.09 | 15.87 | 5.29 | 42.94 | 14.31 |
| Mauvais | 4.15 | 1.38 | 5.24 | 1.75 | 5.97 | 1.99 | 15.36 | 5.12 |
| Total | 100 | 33.33 | 100 | 33.33 | 100 | 33.33 | 300 | 100.00 |

L'évaluation globale telle que présentée dans ce tableau est de 43,13% pour la cote moyenne, 31,32% pour la cote bien et la cote médiocre prend la troisième position avec 14,31%. La cote très bien occupe 6,11% et la cote mauvaise 5,12%. La figure ci-dessous illustre cette appréciation globale arrondie à l'unité.

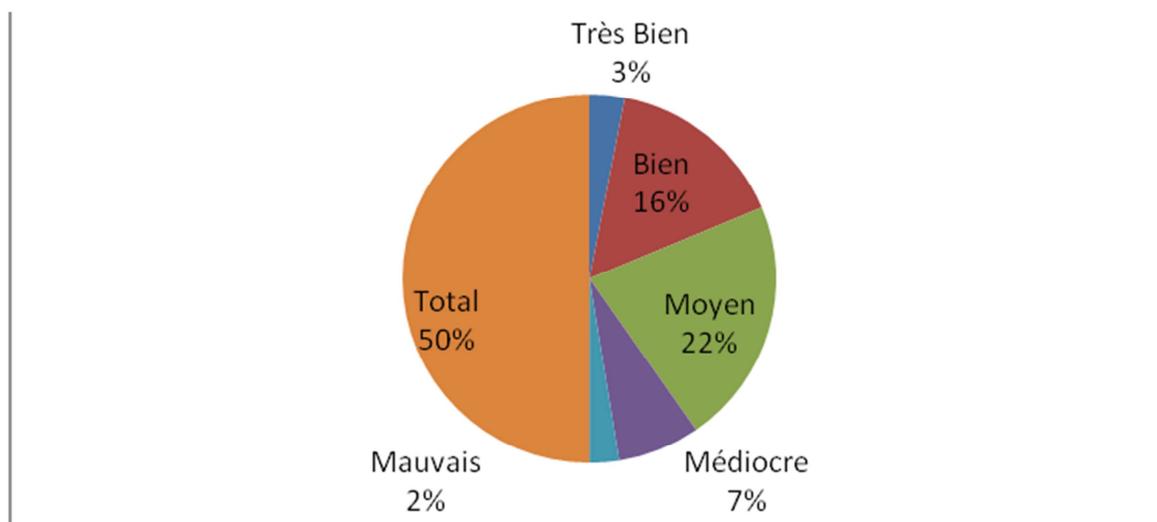


Fig. 5. Appréciation globale des trois dimensions en %

Cette figure présente les trois dimensions d'appréciation en pourcentage. Les chiffres ci-haut

présentés sur 50 comme représentant les 100% et donc il faut les multiplier par deux pour les conformer aux chiffres du tableau. Dans les discussions des résultats, nous sommes appelés à aller vers la recherche de la connaissance du score moyen de la performance et de la contre-performance.

4.3. DISCUSSION DES RESULTATS

Avant d'amorcer la discussion des résultats, cette partie présente d'abord une synthèse des résultats relatifs aux variables personnelles et professionnelles.

Cette enquête a pris en compte 229 agents membres des organisations humanitaires dont 69,87% sont des hommes et 30,13% des femmes. La dominance est masculine. La grande partie est des jeunes adultes dont l'âge est compris entre 26 et 41 ans (68,12%) ; exerçant différentes fonctions dans le monde humanitaire (coordonnateur techniques, gestionnaires des projets, gestionnaires des programmes, logisticiens, responsables ressources humaines, ...). Ils proviennent des organisations toutes aussi différentes, des Nations Unies, 12,66% ; Organisation internationales 38, 43% ; et des organisations non gouvernementales nationales 38,86%. Leurs domaines d'intervention sont les termes transversaux et de deux ou plusieurs autres domaines associés, protection, genre, VIH/SIDA (18,78%).

4.3.1. L'adéquation entre les réponses humanitaires, les conflits et les crises

La crise humanitaire au Nord-Kivu est devenue chronique⁷⁰ et les réponses humanitaires sembleraient inadéquates ou font face à des contraintes multidimensionnelles. L'hypothèse de base serait que les réponses humanitaires devraient être adaptées aux types de crise, cela dans le sens des analyses des actions humanitaires dans des situations de crise et post-crise.⁷¹

Bien qu'il soit difficile de mesurer cette adéquation entre réponses humanitaires et crises, il reste possible de se prononcer sur la reconnaissance des crises jusqu'aujourd'hui. Les réponses humanitaires selon les enquêtés ont été adéquates. C'est ce qu'affirment 61,57% des personnes enquêtées. Les domaines qui ont le plus reçu de réponses appropriées sont les standards associés, éducation et autres moyens de substance (17, 03%), les termes

⁷⁰ World Vision, Mercy Corps and Search for Common Ground, Op. cit. ont reconnu ce caractère chronique de la crise au Nord-Kivu

⁷¹ B. KOUCHNER, Op. cit. qui présente aussi des analyses et des propositions sur l'action humanitaire dans des situations de crise et post-crise.

transversaux, protection, genre et VIH/SIDA 17,47%. Retenez que 17,47% pensent qu'aucun domaine n'a reçu de réponses appropriées.

Ces domaines sont suivis par la sécurité alimentaire, l'aide alimentaire et la nutrition (14,41%) ainsi que l'EHA (13,97%). Les interventions n'arrivent pas à temps pour 62,88% des humanitaires enquêtés (Cf. tableau 4.4) et cela est dû à des problèmes de mobilisation des ressources 35,42%, les contraintes d'accessibilité 23,61% et plusieurs autres contraintes (20,83%) dont les contraintes administratives (16,67%). Tous ces facteurs bloqueraient la réalisation du travail humanitaire mais les standards internationaux sont respectés (63,76%).

Cette tendance des résultats confirme l'hypothèse relative à l'adéquation entre domaine et réponses humanitaires sauf sur les éléments relatifs à la sécurité alimentaire et la nutrition. La deuxième partie de l'hypothèse est confirmée car les interventions arrivent en retard certes (62,88%) mais nuancées par le respect des standards (63,76%). Il faut signaler cependant, que pour certaines organisations, comme l'IRC, le monde a détourné le regard devant la situation humanitaire dans cette région de l'Est de la RDC⁷².

4.3.2. De l'interférence et des synergies entre les acteurs des organisations

L'étude est partie de l'hypothèse d'un déficit criard en matière de coordination qui aurait impacté sur l'efficacité et la durabilité des actions humanitaires. Les contraintes sont nombreuses : car les acteurs se bousculent dans une même zone d'intervention 64,63%. D'autres se disputent une cible, 63,32%. Les divergences d'approches sont décriées à 59,83% et la création de la confusion au sein de la communauté est une difficulté pour 56,46%. Cette confusion continue à s'observer entre acteurs sans mandat humanitaire 55,46% et enfin pour d'autres, les organisations gaspillent les ressources mises à leurs dispositions 50,66%.

En avril 2004, Andrea BINDEV, Véronique de GEOFFRAY et Bonaventure SOKPOH étudient l'approche cluster phase deux pour le cas de la RDC dans le souci de vérifier l'importance de la coordination des actions humanitaires. En effet, aucune efficacité n'est possible sans une forte coordination. Pourtant, il semble selon cette étude que les rôles et responsabilités du cluster entre les niveaux national, provincial et local restent flous.

Face à ces problèmes qui se posent sur le terrain, beaucoup d'acteurs ne sont pas au courant

⁷² Le communiqué de presse de l'IRC parle de « quand est-ce que le monde cessera-t-il de détourner le regard ?

des mécanismes de coordination, 61,14%. Les catégories les mieux informées sont celles des coordonnateurs techniques, des gestionnaires des programmes, des coordonnateurs des projets et les logisticiens. Trois mécanismes de coordination sont les plus connus : les clusters, OCHA et les concertations sur le terrain, mais le plus utilisé reste la simple concertation sur le terrain (40,61%). Pour 2015, OCHA a proposé un plan de réponse humanitaire pour la RDC.

L'hypothèse d'un déficit reste ainsi soutenue concernant la coordination des réponses humanitaires car beaucoup de problèmes se posent et les mécanismes ne sont pas suffisamment connus et exploités.

4.3.3. Evaluation du niveau de pertinence, efficacité et durabilité

A première vue, les évaluateurs enquêtés sont restés dans les zones moyennes concernant la cotation des trois dimensions retenues dans cette étude. Les stratégies de sortie et les amortissements des chocs ont été les moins bien cotées. Les tendances précédentes nous ont poussées à calculer la performance et la contre-performance en supprimant la zone moyenne. Cela va présenter une configuration où les trois dimensions sont cotées à 62,45% de performance contre 37,54% de contre-performance pour la pertinence, 58% contre 42% pour l'efficacité et 56,54% contre 43,46% pour la durabilité (Cf. tableau 4.15).

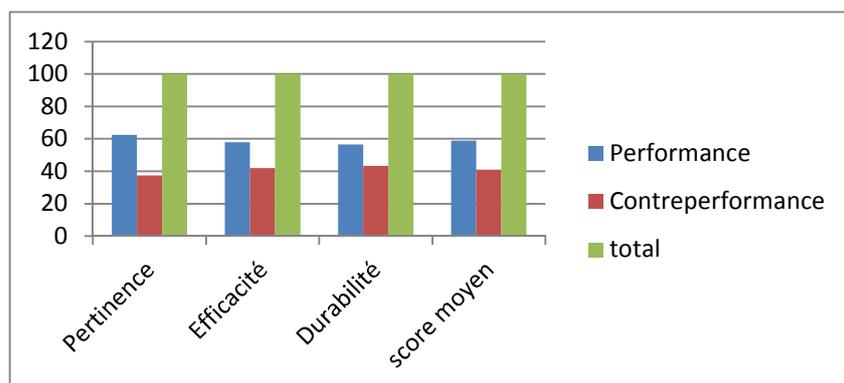
Tableau 4.15. Performance et contreperformance des trois dimensions retenues

| Evaluation | Pertinence | Total | Efficacité | Total | Durabilité | Total |
|--------------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|
| Performance | 7.42 | 62.45 | 6.4 | 58 | 4.51 | 56.54 |
| | 33.41 | | 30.13 | | 30.41 | |
| | 21.62 | | 21.47 | | 21.62 | |
| Contre-performance | 21.62 | 37.54 | 21.47 | 41.99 | 21.62 | 43.46 |
| | 11.79 | | 15.28 | | 15.87 | |
| | 4.15 | | 5.24 | | 5.97 | |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Le calcul du score moyen a été de 59% de performance pour les trois dimensions contre 41% de contreperformance (tableau 4.16). Ces résultats nous confortent dans la première hypothèse de la pertinence et de l'efficacité des réponses humanitaires mais la dynamique de la durabilité reste à renforcer pour une bonne résilience des programmes et projets pilotes pour les humanitaires à l'Est de la RDC (fig. 7).

Tableau 4.16. Score moyen des trois dimensions retenues

| Evaluation | Pertinence | Efficacité | Durabilité | Score moyen |
|--------------------|------------|------------|------------|-------------|
| Performance | 62.45 | 58 | 56.54 | 59 |
| Contre performance | 37.54 | 41.99 | 43.46 | 41 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 |

**Figure 7. Score moyen de performance et de contreperformance.**

5. CONCLUSION

Cette étude vient de traiter des questions relatives aux réponses humanitaires face aux crises et conflits à l'Est de la RDC, Ville de Goma et ses environs. Cette région à forte intensité de conflit génère aussi des fortes crises humanitaires où les acteurs internationaux qui œuvrent dans le secteur se bousculent pour soulager, tant soit peu, les souffrances des hommes. C'est depuis 1994 que dans cette région, réfugiés, déplacés de guerres sont en perpétuelles successions.

Trois questions ont retenu l'attention de cette réflexion dont une principale et deux spécifiques à savoir :

Question principale de recherche

- Les réponses Humanitaires apportées par les différents acteurs dans la ville de Goma et ses environs, sont-elles appropriées aux conflits armés et crises humanitaires qui y sévissent dans le sens de la pertinence, de l'efficacité et la durabilité ?

Questions spécifiques

- Quelle adéquation existe-elle entre les réponses humanitaires et les conflits et crises vécus à l'Est de la République Démocratique du Congo, particulièrement à Goma et ses environs ?
- Pourquoi les réponses humanitaires, pourtant en synergie, ont-elles échoué à apporter la paix et le développement durable?

Pour répondre à ces préoccupations trois hypothèses ont été émises et ont servi de fil conducteur à cette recherche :

- Les réponses humanitaires apportées par les divers acteurs seraient appropriées et seraient tout aussi pertinentes, efficaces mais ne s'inscrivent pas dans une dynamique

de durabilité ;

- L'adéquation entre les réponses humanitaires serait beaucoup plus observée dans la sécurité alimentaire, et nutrition, eau, hygiène et assainissement ainsi que dans les termes transversaux de protection, genre, et VIH/SIDA. Les interventions arriveraient très souvent en retard et ne respecteraient pas les standards internationaux ;
- Sur le terrain les acteurs humanitaires auraient souffert d'un déficit criard de coordination devenu un handicap pour un retour à la paix et au développement durable.

Nous avons mis à contribution l'analyse systémique qui a permis de circonscrire le fonctionnement du système humanitaire dans les actions entreprises dans cette contrée du pays. Grâce à une enquête de terrain, 229 acteurs humanitaires ont enrichi cette étude par leur évaluation.

Les résultats obtenus ont montré qu'il existe une adéquation entre les crises humanitaires et les réponses humanitaires, les standards internationaux sont respectés 63,76% mais l'arrivée tardive des interventions 62,88% domine.

Les déficits de coordination restent déplorés face aux multiples contraintes liées aux bousculades dans les zones d'interventions 64,63%, aux disputes pour les cibles (63,32%), aux divergences d'approches (59,83%), aux confusions créées au sein des communautés (56,77%) et au gaspillage des ressources (50,66%). Les mécanismes de coordination restent peu connus et peu exploités.

L'évaluation faite de la pertinence, l'efficacité et la durabilité dénote une limitation aux zones moyennes. Mais le score moyen global calculé pour les trois dimensions donne une performance globale de 59% vers une contreperformance de 41%. La durabilité des programmes dans le sens des amortissements des chocs et les voies de sorties doit être renforcée.

Au vu de ces résultats, une nouvelle orientation stratégique s'impose pour les acteurs humanitaires en vue de favoriser une appropriation des actions sur le terrain. Différents axes sont à explorer :

- Renforcer les mécanismes de coordination en vue d'endiguer les déficits constatés et œuvrer dans une synergie très dynamique pour rationaliser les réponses humanitaires

dans la région ;

- Renforcer la coordination entre les acteurs clés du système des nations unies ayant en charge la gestion des camps avec une définition claire des rôles et responsabilités pour une intervention efficace et efficiente en matière des gestions non seulement des camps, mais aussi des villages qui ont accueillis des déplacés.
- Eviter pour les ONGs Internationales de tomber dans le piège des terminologies entre CCCM et les camps Spontanés. Elles devraient placer l'homme affecté au centre de tout et lui apporter l'assistance, qu'il soit dans les CCCM ou dans les camps spontanés ;
- Evoluer vers les stratégies visant à trouver des réponses rapides et idoines aux crises surtout dans leur phase d'urgence ;
- Renforcer enfin les dimensions de la résilience locale pour éviter une trop forte dépendance à l'aide humanitaire après plus de vingt années d'interventions dans la région.
- Adopter des critères de vulnérabilités participatifs, discutés avec les communautés affectées en collaboration avec les leaders locaux. En procédant ainsi, on réduirait les tensions et les risques des violences au sein des communautés. Par contre, il est difficile de procéder ainsi dans les camps des déplacés où l'aide humanitaire devrait atteindre tout le monde sans distinction.

Cette étude pourrait être complétée par une autre plus globale qui intégrerait tous les acteurs du système humanitaire, les bénéficiaires et les responsables politiques. En outre, la production régulière des chiffres et des statistiques sur les populations affectées, le budget alloué et utilisé aux interventions tant au niveau national que local, pourrait permettre de constituer des bonnes bases pour les recherches ultérieures. D'autres chercheurs devraient exploiter les pistes d'étude sur les mécanismes de transfert des expériences humanitaires au niveau local ou régional pour soulager les souffrances humaines qui semblent de plus en plus augmenter avec les conflits internationaux à l'échelle planétaire et le risque de débordement du système humanitaire.

6. BIBLIOGRAPHIE

ACCORD TRIPARTITE entre le gouvernement de la République du Rwanda le gouvernement de la République Démocratique du Congo, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés relatif au rapatriement volontaire des réfugiés congolais vivant au Rwanda. Fait à Kigali, le 17 Février 2010.

ARZOUMA ERIC BOLOGO, Cours d'Approche prospective de la crise, 2ie Master 2 en en management des crises et actions humanitaire, Novembre 2013.

BARONI Chr., *Pour comprendre la tragédie du Rwanda*, Mai 1995, Nyon, Suisse.

BINDEV A., DE GEOFFRAY V., SOKPOH B., *l'ASC Evaluation de l'approche cluster phase 2, Etude pays: RDC*, Avril 2010.

BIYOYA MAKUTU KAHANDJA Ph., *La géopolitique de l'instabilité dans la région de grands lacs. Réflexion sur les réfugiés ces acteurs auteurs des mutations géostratégiques*, L'Harmattan RDC, Collection comptes rendus, Paris, 2009.

BRAECKMAN C., *Les nouveaux prédateurs, politique des puissances en Afrique Centrale*, ADEN, Bruxelles, 2009.

BRAUMAN R. PORTEVIN C., *Penser dans l'urgence, parcours critique d'un humanitaire*, Paris, seuil, 2006.

BRUSSET E., COSGRAVE J. et MACDONALD W., *Real-time evaluation in humanitarian emergencies*, New directions for Evaluation, 2010

CHIMERHE MUNGUAKONKWA, *Analyse polémologique et géostratégiques des guerres*

du Kivu 1996-2008, Mémoire de DES en Sciences Politiques et Administratives, Université de Kisangani, 2014.

CHILD RIGHT INTERNATIONAL NET WORK, *Conflits armés : Lumière sur la RDC*, rapport publié en juillet 2011

DAHRENDRF(Ralf), *Les modes de régulation des conflits, extrait de classes et conflits de classe dans la société industrielle*, Editions Mouton, 1957, pp.225-232

DUPIN J-CH. & MARTEL A., *Principaux défis et limites de la coordination humanitaire en RDC et HAÏTI: le rôle de OCHA* décembre, 2011

EDITH FORTIER, *La mort du civil dans les conflits modernes : quel rôle pour l'action humanitaire*, Mémoire de MAS en action humanitaire, Université de Genève 2010/2011.

GAVARD-PERRET M-L., GOTTELEND D., HAON CH. et JOLIBERT A. (sous dir.), *Méthodologie de la recherche en sciences de gestion réussir son mémoire ou sa thèse*, 2^{ème} Ed. Pearson, Montreuil, 2012.

HELLRIEGEL et al, *Management des organisations*, 5^e éd Nouveaux Horizons, Bruxelles, 2004.

HEMEDI BAYOLO CH., *L'église profanée: chronique des violations des droits de l'homme du clergé pendant la guerre d'agression 1998- 2000*, Ed. Concordia, Kinshasa, 2002.

HRW, *Ituri couvert de sang, violence ciblée sur certaines ethnies dans le nord-est de la RDC*, rapport publié, juillet 2003.

IRC, *Communiqué de presse; quand le monde cessera-t-il de détourner le regard?* 9 décembre 2004.

IRRI (international refugee rights initiative ET SSRC (social science research council), dr LUCY HOVIL et Al. « Qui est originaire du Congo? Le conflit, les déplacements, les terres et l'identité au Nord-Kivu, en RDC » in *La citoyenneté et la migration forcée dans la région des grands lacs Document de travail N°3*, mai 2010.

JACQUENOT P., Ambassadeur de France en RDC, *Les dynamiques de l'instabilité dans l'est de la RDC*, décembre 2010.

KOEN VLAVLASSENROOT, « Violence et constitution des milices dans l'est du Congo », In *Afrique de grands Lacs, Annuaire 2001-2002*, L'Harmattan, Paris, 2002.

KOUCHNER B., *Rapport: analyses et propositions sur l'action humanitaire dans les situations de crise et post-crise*, Mars 2010.

LAGADEC P. (Cellule de crise), *les conditions d'une conduite efficace*, Editions d'Organisation, Paris, 1995.

MARX K., *Conscience de classe et lutte de classe, extrait de Misère de la philosophie*, Editions sociales, 1887 ; pp 134- 136

MSF, Samantha BOLTHON, *Carnet de Samantha*, 7 Juillet 1994.

NASIBU BILALI Ch. « Qui arme les mayimayi ? Une enquête sur une situation originale » Disponible sur le website www.grip.org groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité ;

NZEREKA MUGHENDI N., *Guerres récurrentes en République Démocratique du Congo : entre fatalité et responsabilité*, L'Harmattan, Paris, 2010.

NZEREKA MUHGENDI N., *Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre*, Peter Lang, Bruxelles, 2011.

OCHA, *RDC, Plan de réponse Humanitaire 2015*.

OXFAM, *Bulletin hebdomadaire*, Décembre 1994

OXFAM, SAVE THE CHILDREN, CHRISTIAN AID, *no end in the sigh: the human tragedy of the conflict in the democratic Republic of Congo*, 2001.

PNUD, *Rapport sur le développement humain 2013*, PNUD.

POLE INSTITUTE, ONESPHORE SEMATUMBA « Enjeux et borbier congolais EST de la RDC : contexte de novembre 2012 in *les guerres du Kivu et leurs significations politiques pour la société congolaise et la construction de l'Etat*, Fissures N°12, Goma, Novembre, 2012.

POURTIER, R., *L'Afrique Centrale dans la tourmente : les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour* article publié le 04 décembre 2003.

RDC , *Rapport du projet MAPPING concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et Juin 2003 sur le territoire de la RDC* 2010.

ROMKEMA HANS, *Opportunities and constraints for the disarmament and repatriation of foreign armed groups in the Democratic Republic of Congo The cases of the FDLR, FNL, and ADF/NALU*, Ed. MDRP, Washington USA, Juin, 2007. Conflict and Transition Consultancies, Disponible aussi sur le website www.mdrp.org Impact of the presence of the COFS combatants on foreign Soils on the Humanitarian situation.

STEWART ANDREW SCOTT, *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu, au cœur de la guerre congolaise*, Ed. Karthala, Paris, 2008.

SOUSA ALAIN, « Les conflits sont nécessaires » in *Bulletin doctissimo psychologie* disponiblesur www.doctissimo.fr/html/psychologie/mag_2001/mag0323/ps_3718_conflits_necessaire.htm.

VERRI PIETRO, *Dictionnaire de droits international des conflits armés*, CICR, Genève, 1988.

WATCHLIST on children and armed conflict, *impact des conflits armés sur les enfants en RDC*, juin 2003

World vision, Mercy Corps, search for common ground, *The Humanitarian response to chronic crisis in North-Kivu*, Goma, DRC. October 2014.

7. ANNEXES

- Annexe 1 : Les repères chronologiques des conflits au Nord-Kivu
- Annexe 2 : Questionnaires d'enquête
- Annexe 3 : Province du Nord-Kivu, Personnes en situation de déplacement interne
- Annexe 4 : RDC, Accès des Humanitaires aux populations affectées
- Annexe 5 : Carte de mouvement des populations en RDC, fin aout 2013
- Annexe 6 : Critères de vulnérabilité
- Annexe 7 : Photo d'un camp des déplacés internes de Bulengo, Goma, RDC